



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.9/1994/2
1er février 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA POPULATION
Vingt-septième session
28-31 mars 1994
Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire*

MESURES PRISES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR APPLIQUER LES RECOMMANDATIONS DE LA CONFÉRENCE
MONDIALE DE LA POPULATION, 1974 : OBSERVATIONS DES
TENDANCES ET DES POLITIQUES DÉMOGRAPHIQUES, NOTAMMENT
EN CE QUI CONCERNE LES RÉFUGIÉS

Rapport concis sur l'observation des tendances et des politiques
démographiques, notamment en ce qui concerne les réfugiés

Rapport du Secrétaire général

RÉSUMÉ

Le présent rapport qui a été préparé par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques (l'ancien Département des affaires économiques et sociales internationales) est le neuvième d'une série d'études périodiques concises consacrées à l'évolution de la situation démographique à l'échelon mondial et régional. Il a été établi en application de la résolution 1347 (XLV) du Conseil économique et social et pour donner suite à une recommandation du Plan d'action mondial pour la population qui a été adoptée à Bucarest en 1974 puis reformulée à la Conférence internationale sur la population qui s'est tenue à Mexico en 1984.

Comme l'a demandé la Commission de la population à sa vingt-sixième session, le présent rapport étudie l'évolution du nombre de réfugiés et contient une série de données factuelles devant permettre d'analyser ses incidences économiques et sociales (par. 1 à 28). Dans la deuxième partie, on trouvera une synthèse des tendances actuelles et des politiques suivies par les pouvoirs publics en matière de croissance démographique, de fécondité, de mortalité, de répartition de la population et de migrations internationales (par. 29 à 126). Enfin, dans la troisième partie, on examine les interactions entre problèmes de population et problèmes d'environnement, en ce qui concerne les sols, les forêts et les ressources en eau (par. 127 à 134).

* E/CN.9/1994/1.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. LES RÉFUGIÉS	1 - 28	5
A. Afrique	4 - 9	6
B. Asie	10 - 13	8
C. Amérique latine	14 - 17	9
D. Europe	18 - 23	11
E. Les pays de réinstallation définitive . . .	24 - 28	13
II. TENDANCES ET POLITIQUES DÉMOGRAPHIQUES	29 - 126	17
A. Accroissement de la population	29 - 44	17
B. Mortalité	45 - 63	24
C. Fécondité	64 - 84	30
D. Distribution de la population	85 - 107	39
E. Les migrations internationales	108 - 126	43
III. POPULATION ET ENVIRONNEMENT : TERRES, FORÊTS ET EAU	127 - 134	52

Tableaux

1. Nombre de réfugiés par région d'asile, 1985-1991	6
2. Situation des réfugiés africains au début de 1991 : principaux pays d'asile et d'origine	7
3. Chiffre de la population mondiale de 1950 à 2025 d'après les projections de la variante médiane	17
4. Accroissement et taux d'accroissement annuel de la population mondiale pour la période 1990-2025 d'après les projections de la variante médiane	18
5. Opinion des gouvernements sur le taux d'accroissement de leur population en 1993	22
6. Opinion des gouvernements sur le taux d'accroissement de leur population par nombre et en pourcentage de pays et en fonction du degré de développement de ceux-ci et de la région du monde à laquelle ils appartiennent (1993)	23

/...

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
7. Estimation de l'espérance de vie, de la mortalité infantile, de la mortalité des enfants de moins de 5 ans et de la mortalité maternelle dans les principales zones et régions du monde pendant diverses périodes comprises entre 1985 et 1995	25
8. Points de vue des gouvernements en ce qui concerne l'acceptabilité du taux de mortalité, en fonction du niveau de développement, 1992	29
9. Estimation des taux de fécondité et variation en pourcentage pour les grandes régions du monde : 1975-1980, 1980-1985 et 1985-1990	31
10. Taux moyen d'utilisation de méthodes spécifiques de contraception, par région, vers 1987	34
11. Opinion des pays sur leur niveau de fécondité, 1976-1993	36
12. Opinion des gouvernements quant à la distribution de la population, par niveau de développement, en 1992	42
13. Moyenne du solde migratoire des citoyens et étrangers dans six pays d'Europe (en milliers de personnes) de la période 1970-1974 à la période 1985-1989	46
14. Politiques des gouvernements en matière d'immigration, par pourcentage d'habitants nés à l'étranger	49

Figures

I. Nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile inscrits dans les centres du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en Asie de l'Est et du Sud-Est (1er janvier 1981-31 juillet 1991)	10
II. Répartition, par région de citoyenneté, des demandeurs d'asile recensés dans certains pays européens (1983-1990)	14
III. Répartition, par régions d'origine, du total des réfugiés admis aux États-Unis d'Amérique en qualité de réfugiés, 1982-1990 . .	16
IV. Taux d'accroissement de la population dans les régions développées et moins développées et dans les pays les moins avancés, 1950-2025	19
V. Taux d'accroissement de la population en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du Nord, 1950-2025 . .	21

/...

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<u>Page</u>
VI. Comparaison des variations de l'indice synthétique de fécondité et du nombre annuel moyen de naissances, par grande région, 1975-1980 (estimation) à 1990-1995 (projection)	33
VII. Cas d'autorisation de l'avortement, par niveau de développement	38
VIII. Pourcentage de la population totale vivant dans les zones urbaines en 1970, 1990 et 2025	40
IX. Vues des gouvernements sur la distribution géographique de la population en 1992	44
X. Les migrations de travailleurs en Asie, par destination, et l'évolution des cours du pétrole brut, 1982-1989	47

I. LES RÉFUGIÉS

1. Au cours des années 80, le nombre de réfugiés recensés dans le monde a augmenté de plus de 9 millions. Cette augmentation a été particulièrement sensible pendant la deuxième moitié de la décennie. C'est ainsi qu'entre 1985 et 1993, le nombre total de réfugiés a plus que doublé, passant de 8,5 à environ 19 millions [chiffre qui n'inclut pas les réfugiés placés sous la protection de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)]. Ces estimations ont été établies à partir de chiffres que les gouvernements des différents pays d'asile ont calculés en se fondant sur leurs propres registres et en ayant recours à leurs propres méthodes d'estimation, et qui ont ensuite été communiqués au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Bien que les gouvernements n'aient pas tous accepté la définition que l'Organisation des Nations Unies donne du mot "réfugiés", au début de 1993, les deux tiers environ d'entre eux étaient devenus parties à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ou à son Protocole de 1967. En vertu de ces instruments internationaux, sont considérées comme réfugiées les personnes qui se trouvent en dehors de leur pays de nationalité et qui ne peuvent pas ou ne veulent pas obtenir la protection de ce pays par crainte d'être persécutées pour des raisons de race, de religion, de nationalité, d'appartenance à un groupe social donné ou pour leurs opinions politiques.

2. La plupart des réfugiés ont trouvé asile dans un pays en développement (voir tableau 1). Au début de 1991, l'Asie était le continent qui comptait le plus grand nombre de réfugiés, à savoir 7,8 millions de personnes placées sous la protection du HCR et 2,5 millions de réfugiés palestiniens placés sous la protection de l'UNRWA. Avec 5,4 millions de réfugiés, l'Afrique est le continent où le nombre de réfugiés avait le plus augmenté depuis 1985; par contre, l'Amérique latine, où l'on recensait 0,7 million de réfugiés et de personnes déplacées, avait, en l'espace d'un an, enregistré une diminution considérable du nombre de ses réfugiés. Cette baisse a été rendue possible par le processus de paix engagé en Amérique centrale qui a permis de rapatrier près de la moitié des réfugiés et des personnes déplacées de la région. Dans le monde développé, les pays de réinstallation définitive ont accueilli quelque 1,3 million de réfugiés pendant les années 80 tandis qu'en Europe, le nombre de réfugiés, qui s'élevait à environ 200 000 en 1985, a augmenté pour atteindre un chiffre voisin de 850 000 en 1991. Aussi, bien que de très nombreux réfugiés aient été réinstallés dans les pays développés, les ressources des pays d'asile en développement ont continué d'être grevées par l'afflux de réfugiés.

3. Un fait nouveau important est survenu durant la seconde moitié des années 80 : l'accroissement rapide du nombre de demandeurs d'asile dans les pays développés. En Europe seulement, le nombre de ces demandeurs est passé de 67 000 en 1983 à plus d'un demi-million en 1991. Les pays européens ont donc dû faire face aux problèmes que pose le nombre croissant de demandeurs d'asile, qui doivent parfois attendre des années avant que l'on statue sur leur demande.

Tableau 1

Nombre de réfugiés par région d'asile, 1985-1991

Région d'asile	Début 1985	Début 1990	Début 1991
Régions en développement			
Afrique	2 929 450	4 442 261	5 412 367
Asie	5 024 981	6 642 069	7 756 243
Amérique latine	332 350	1 183 239 ^a	694 047 ^a
Pays développés d'Europe	674 000	828 785	856 800

Source : World Population Monitoring, 1993 (publication des Nations Unies, à paraître).

^a Y compris les personnes déplacées.

A. Afrique

4. En Afrique, le nombre de réfugiés a beaucoup augmenté entre 1985 et 1991, passant de 2,9 à 5,4 millions, soit une augmentation de 85 %. En outre, le nombre de pays africains qui accueillent plus de 100 000 réfugiés sur leur territoire a doublé (on en comptait 7 en 1985 et 14 en 1991). Ces problèmes qui sont dus à la multiplication des conflits internes ainsi qu'à l'aggravation des troubles civils et à une instabilité croissante ont souvent été exacerbés par la persistance de la sécheresse ou de la famine.

5. Pendant les années 80, l'Afrique orientale a été la partie du continent africain qui a accueilli le plus de réfugiés : 3,4 millions, soit près des deux tiers du total des réfugiés recensés en Afrique en 1991. Trois pays, l'Éthiopie, le Malawi et la Somalie ont accueilli chacun, plus d'un million de réfugiés (voir tableau 2). De la même façon, la grande majorité des réfugiés étaient originaires de quelques pays qui en 1991 étaient les suivants : Angola, Ethiopie, Libéria, Mozambique, Somalie et Soudan.

6. Vers la fin des années 80, plus d'un million de personnes ont quitté le Mozambique, fuyant l'insécurité croissante provoquée par les activités de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) et qui avait été exacerbée par la sécheresse. La plupart de ces réfugiés ont trouvé refuge au Malawi qui, au début de 1991, est devenu le principal pays d'asile africain. Pendant la même année, l'Éthiopie s'est classée au second rang de ces pays d'asile mais a aussi vu fuir un grand nombre de ses ressortissants qui, pour la plupart, se sont réfugiés en Somalie. Toutefois, à la fin des années 80 et au début des années 90, la guerre civile qui faisait rage en Somalie a incité bon nombre de réfugiés éthiopiens à rentrer dans leur pays et poussé de nombreux Somalis à se réfugier en Éthiopie qui, au début de 1991, comptait 385 000 réfugiés somalis. Toutefois, comme dans ce pays la situation était loin d'être stable, notamment après l'effondrement du Gouvernement en place intervenu en 1991, certains Éthiopiens ont fui vers les pays voisins, en particulier vers Djibouti et le

/...

Kenya. Au début de 1991, l'Éthiopie comptait également 387 000 réfugiés soudanais; la plupart étaient arrivés dans le pays depuis 1985.

Tableau 2

Situation des réfugiés africains au début de 1991 : principaux pays d'asile et d'origine

Pays d'asile	Nombre	Pays d'origine	Nombre
Malawi	927 000	Mozambique	1 239 043
Éthiopie	772 764	Éthiopie	976 362
Somalie	600 000	Libéria	614 747
Guinée	439 171	Soudan	460 251
Soudan	390 000	Somalie	446 500
Zaïre	356 435	Angola	407 242
Côte d'Ivoire	272 284	Rwanda	400 857

Source : World Population Monitoring, 1993 (publication des Nations Unies, à paraître) tableau 1.

7. L'Afrique compte plusieurs groupes de réfugiés ayant passé de longues années hors de leur pays d'origine. C'est ainsi que le départ des réfugiés angolais remonte aux années 70, années au cours desquelles les luttes pour l'indépendance dirigées contre la domination portugaise ont été suivies par une série de conflits internes. Au début de 1991, la plupart de ces réfugiés se trouvaient au Zaïre (308 000) et en Zambie (99 000). Les réfugiés rwandais ont eux aussi commencé à quitter leur pays dans les années 70, pour fuir les conflits ethniques. Toutefois, leur nombre a continué d'augmenter tout au long des années 80, au point qu'en 1991, plus de 400 000 d'entre eux avaient trouvé refuge dans les pays voisins, et en particulier au Burundi.

8. L'émergence de nouvelles zones de conflit à la fin des années 80 a provoqué d'importants mouvements de réfugiés dans des parties de l'Afrique où jusqu'en 1985, les réfugiés étaient peu nombreux. C'est ainsi qu'à la suite de la guerre civile qui fait rage au Libéria depuis décembre 1989, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone sont devenus, pour la première fois, d'importants pays d'asile. Qui plus est, le conflit libérien, auquel l'on est encore loin d'avoir trouvé une solution politique, s'est étendu, en mars 1991, aux provinces méridionales et orientales de la Sierra Leone, provoquant la fuite en Guinée de quelque 97 000 réfugiés sierra-léoniens. En 1989, les affrontements ethniques qui ont eu lieu à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie ont contraint près de 63 000 réfugiés mauritaniens à trouver refuge au Sénégal et au Mali.

9. Les réfugiés africains ont rarement la possibilité de se réinstaller dans un pays tiers. En effet, les quotas d'admission qui leur sont alloués dans les principaux pays de réinstallation sont généralement réduits. C'est pourquoi la solution à long terme à laquelle on a eu le plus souvent recours pour améliorer leur sort a été le rapatriement volontaire. On estime à plus de 2 millions le

/...

nombre de réfugiés qui ont été rapatriés de la sorte depuis 1980. Parmi les récents programmes de rapatriement volontaire qui ont pu être mis en oeuvre avec succès, avec le concours du HCR ou après notification de ce dernier, on citera l'opération qui, après le changement de gouvernement survenu en 1985, a permis de rapatrier de nombreux Ougandais réfugiés au Soudan ou au Zaïre. Plus récemment encore, le rapatriement, en 1989, soit peu de temps avant l'accès de la Namibie à l'indépendance, de 43 500 Namibiens réfugiés en Angola et en Zambie, a permis de réduire dans des proportions non négligeables le nombre de réfugiés namibiens présents sur le continent africain. Cependant, ces opérations ont été parfois contrebalancées par l'arrivée de nouveaux réfugiés ou interrompues par les conflits. Cela étant, les efforts entrepris ces dernières années en vue de parvenir à l'instauration de la paix ou à un règlement politique des conflits ont donné quelques résultats encourageants : retour à une certaine stabilité politique en Éthiopie; accession de l'Érythrée à l'indépendance; conclusion d'un accord de cessez-le-feu en Angola; accords entre les parties au conflit mozambicain, etc. Toutefois, les derniers événements d'Angola ont montré que dans la région la paix est fragile et est un objectif difficile à atteindre.

B. Asie

10. Pendant une bonne partie des années 80, l'Asie a été la région du monde qui a accueilli le plus fort contingent de réfugiés. Entre 1980 et le début de 1991, leur nombre est passé de 1,2 à 7,8 millions (ce chiffre ne comprend pas les 2,5 millions de réfugiés palestiniens qui, en juin 1991, étaient enregistrés auprès de l'UNRWA). Cette forte augmentation est pour l'essentiel imputable à l'afflux massif de réfugiés afghans en République islamique d'Iran et au Pakistan. Entre 1980 et 1991, le nombre de réfugiés afghans est passé de 400 000 à environ 6,2 millions. En dépit des espoirs qu'avaient soulevés la signature des Accords de Genève en 1988 et le retrait total des troupes soviétiques en 1989, les perspectives de rapatriement ont été compromises par les combats qui, notamment après la chute du Gouvernement en 1992, ont de nouveau éclaté dans le pays.

11. En 1990, l'invasion du Koweït par l'Iraq a provoqué d'importants déplacements de population dans la région. Bien que la majorité des personnes déplacées au tout premier stade du conflit ait été constituée de ressortissants du tiers monde qui travaillaient en Iraq ou au Koweït à titre temporaire, et qui ne pouvaient revendiquer la qualité de réfugiés au sens du droit international, leur très grand nombre a soulevé des problèmes analogues à ceux des réfugiés. Un million de personnes au total ont quitté le Koweït et l'Iraq, au cours de l'année 1990 et avant que la coalition alliée conduite par les États-Unis d'Amérique n'intervienne dans le conflit en janvier 1991. En outre, de très nombreux Iraquiens ont quitté leur pays après ce conflit. En mai 1991, 1,4 million d'Iraquiens avaient fui en République islamique d'Iran et environ un demi-million avaient trouvé refuge en Turquie ou à la frontière iraquo-turque. Pour protéger la population civile iraquienne, une zone démilitarisée située le long de la frontière iraquo-koweïtienne et placée sous la protection de l'Organisation des Nations Unies a été créée en avril 1991 tandis que des centres humanitaires de l'ONU étaient été mis en place dans les zones kurdes de l'Iraq. Cette intervention internationale, unique en son genre, a permis le rapatriement rapide de réfugiés iraqiens qui avaient fui en

/...

République islamique d'Iran et en Turquie. Au mois de juillet 1991, la République islamique d'Iran comptait encore 252 000 réfugiés irakiens sur son territoire.

12. Au début de 1991, 527 000 réfugiés, pour la plupart d'origine indochinoise, avaient trouvé refuge en Asie de l'Est et du Sud-Est. Ce chiffre comprenait les 287 000 réfugiés vietnamiens qui avaient été réinstallés à titre permanent en Chine mais n'incluait pas les 370 000 personnes déplacées d'origine cambodgienne qui, en 1991, vivaient dans des camps situés à la frontière thaïlando-cambodgienne. L'Accord pour un règlement global politique du conflit indochinois qui a été signé à Paris le 23 octobre 1991, a abouti, en 1993, à la tenue d'élections au Cambodge et rendu possible le rapatriement de réfugiés cambodgiens. Dans le même temps, lors d'une réunion tripartite qui s'est tenue en juin 1991 et à laquelle ont participé le HCR et les représentants des gouvernements lao et thaïlandais, de nouveaux plans prévoyant le rapatriement par étapes des réfugiés lao vivant en Thaïlande ont été examinés.

13. Pendant une bonne partie des années 80, la solution à laquelle l'on a eu le plus fréquemment recours pour remédier aux épreuves endurées par les réfugiés indochinois a été la réinstallation définitive dans des pays tiers. On estime que depuis 1975, année durant laquelle l'exode a commencé, plus de 1,2 million de réfugiés indochinois ont été réinstallés à l'étranger. C'est du Viet Nam que provenait le gros de ces réfugiés; pendant la fin des années 80, la plupart des Vietnamiens demandeurs d'asile ont fui leur pays par bateau pour trouver refuge dans plusieurs pays voisins, et en particulier en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et à Hong-kong, territoire qui au début de 1991, hébergeait à lui seul plus de la moitié de tous les réfugiés de la mer de la région. Pour répondre aux préoccupations croissantes que suscitait l'augmentation du nombre de réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est, une Conférence internationale sur les réfugiés indochinois a été convoquée à Genève en juin 1988 (voir fig. I). Lors de cette conférence, un plan d'action global (PAG) a été adopté. Ce plan demandait que l'on élargisse le Programme d'organisation méthodique des départs autorisant les demandeurs d'asile éventuels à quitter le Viet Nam pour se réinstaller à l'étranger. En outre, ce plan demandait l'adoption, dans tous les pays de la région, de procédures de sélection individuelle pour les demandeurs d'asile vietnamiens. Les réfugiés de la mer vietnamiens qui, avant le 15 mars 1989, s'étaient vu accorder le statut de réfugiés en tant que groupe, ont dû après cette date, fournir, à titre individuel, la preuve que la crainte des persécutions qu'ils invoquaient pour demander l'asile, était justifiée. Le fait qu'en 1990, le nombre de personnes ayant quitté le Viet Nam par le biais du Programme d'organisation méthodique des départs ait été supérieur, et ce pour la première fois depuis 1986, à celui des réfugiés de la mer, tient, pour une bonne part, à l'adoption de ces nouvelles mesures.

C. Amérique latine

14. En août 1987, date à laquelle les Gouvernements costa-ricien, salvadorien, guatémaltèque, hondurien et nicaraguayen sont convenus, à Guatemala City, d'une procédure pour l'établissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées dans la région était estimé à environ 1 million, dont 150 000 étaient des réfugiés bénéficiant d'une aide du HCR. Le succès du processus de paix engagé en Amérique latine a permis un

/...

rapatriement rapide de ces réfugiés et personnes déplacées, dont le nombre a pratiquement diminué de moitié entre 1990 et 1991.

15. Au début de 1991, les principaux pays d'asile d'Amérique latine étaient le Costa Rica et le Mexique. En 1990, le Gouvernement mexicain a remanié la loi cadre relative à la population en y insérant le mot "réfugiés". Cette loi telle qu'elle a été modifiée stipule que le statut de réfugié peut être accordé à toutes les personnes menacées par la violence en général, par des agressions étrangères, par des conflits internes, par des violations massives des droits de l'homme ou par d'autres circonstances ayant gravement porté atteinte à l'ordre public dans leur pays d'origine. Ces changements ont fait naître l'espoir que le Mexique pourrait accorder le statut de réfugié aux nombreuses personnes déplacées venant de l'extérieur qu'il avait accueillies sur son territoire.

16. Tout au long des années 80, ce sont le Salvador, le Guatemala, et surtout le Nicaragua qui, en Amérique centrale, ont fourni le plus fort contingent de réfugiés. Parmi les événements récents qui ont été à l'origine du nouvel afflux de réfugiés dans la région, on citera le nouveau conflit politique survenu en 1989 au Panama et les difficultés économiques qui en sont résultées, entraînant un afflux de réfugiés panaméens au Guatemala, la reprise de la guerre civile au Salvador qui, en 1989, a poussé de nombreux Salvadoriens à se réfugier au Belize et au Guatemala voisins, et enfin, le renversement, en 1991, du Gouvernement haïtien légitimement élu qui a provoqué un exode de réfugiés de la mer haïtiens cherchant à obtenir l'asile aux États-Unis d'Amérique. Par contre, et pour contrebalancer ces départs, plusieurs opérations de rapatriement ont pu être menées à bien au Salvador, ainsi qu'au Nicaragua où les retours ont été particulièrement nombreux après le changement de gouvernement intervenu en 1990.

17. Depuis le début des années 80, le nombre de réfugiés recensés en Amérique du Sud est, si on le compare aux chiffres dont on dispose pour l'Amérique centrale, resté relativement stable. C'est ainsi qu'au début de 1991, cette partie du monde comptait environ 15 000 réfugiés, dont plus de la moitié avaient trouvé refuge en Argentine et qui, pour la plupart, étaient d'origine européenne, chilienne ou uruguayenne. En outre, le changement de gouvernement intervenu en 1990 au Chili a contribué au retour d'un certain nombre de réfugiés chiliens dont la majorité venaient d'Argentine.

D. Europe

18. Bien qu'à la fin des années 80, le nombre de demandes d'asile présentées chaque année aux pays européens ait fortement augmenté, passant de 167 000 en 1985 à plus de 500 000 en 1991, les personnes qui, pendant la même période, se sont vu accorder le statut de réfugié ont été relativement peu nombreuses. Dans le même temps, le nombre de réfugiés recensés dans la région est passé de 674 000 en 1985 à 856 000 en 1991. Pendant la période allant de 1985 à 1991, les six pays européens qui ont reçu le plus grand nombre de demandes d'asile (près des trois quarts du total des demandes déposées en Europe) ont été l'Allemagne, l'Autriche, la France, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

19. Pris de court par la très forte augmentation des demandes d'asile, les pays d'accueil ont pris beaucoup de retard dans l'instauration de ces demandes. Pour réduire leur charge de travail et éviter les abus, les gouvernements de ces pays

/...

ont pris un certain nombre de mesures, en décidant notamment d'imposer des amendes aux compagnies aériennes transportant des passagers dont les papiers n'étaient pas en règle, de renvoyer les demandeurs d'asile dans les pays par lesquels ils étaient censés avoir transité et qui auraient pu leur accorder l'asile, et de simplifier les procédures d'octroi de l'asile afin d'accélérer l'instruction des dossiers. En outre, plusieurs États membres de la Communauté européenne ont signé, en 1992, la Convention de Dublin qui définit les critères applicables au choix de l'État qui devra examiner une demande d'asile déposée dans l'un des pays de la Communauté et devrait ainsi empêcher qu'une même demande ne soit déposée simultanément dans plusieurs États.

20. Au cours des années 80, l'Allemagne a été le pays européen qui a reçu le plus grand nombre de demandes d'asile (près d'un million). Pour la seule année 1991, elle a reçu 256 000 demandes, soit 47 % du total des demandes déposées en Europe. Si elle a été aussi fortement sollicitée c'est en partie parce que le droit d'asile est consacré par sa constitution. Ceci ne l'a pas toutefois empêché d'adopter une nouvelle loi restreignant l'octroi du droit d'asile, qui est entrée en vigueur le 1er juillet 1993. La nouvelle loi autorise les autorités allemandes à refouler tous les demandeurs d'asile ayant transité par des pays tiers considérés comme sûrs et à rejeter les demandes d'asile déposées par des personnes dont le pays d'origine peut, en vertu des dispositions de la loi allemande, être déclaré sûr. Certaines données préliminaires relatives aux demandes d'asile montrent qu'après l'entrée en vigueur de cette loi, le nombre de demandeurs d'asile a chuté.

21. La France vient en second rang des pays européens ayant reçu le plus grand nombre de demandes d'asile (près de 300 000 demandes entre 1983 et 1991). Néanmoins, depuis 1989, ce nombre n'a pas cessé de baisser. Cette diminution est due pour une part, à l'introduction d'un visa de transit pour les ressortissants de pays d'où sont issus de très nombreux demandeurs d'asile et, pour une autre part, au fait que ces demandeurs ne sont désormais plus autorisés à travailler. La Suède, qui se classe au troisième rang des pays ayant reçu le plus grand nombre de demandes d'asile entre 1983 et 1991 (170 000), a décidé, en 1989, d'apporter quelques restrictions à la politique qu'elle suivait jusqu'alors en matière d'asile et de n'accorder le statut de réfugiés qu'aux personnes considérées comme réfugiées en vertu de la Convention de 1951. Cela étant, 15 % seulement des 12 800 personnes auxquelles elle a accordé l'asile, en 1990, répondaient à cette définition.

22. Soucieux de limiter le nombre des dossiers d'asile qu'il leur fallait instruire, d'autres pays européens ont adopté de nouvelles lois sur le droit d'asile ou revu les procédures qu'ils appliquaient jusqu'ici pour l'octroi de l'asile. Certains gouvernements, en particulier les Gouvernements belge et suisse, ont décidé de renvoyer les demandeurs d'asile dans leur pays d'origine lorsque celui-ci était considéré comme "sûr", c'est-à-dire censé respecter, d'une manière générale, les droits fondamentaux de la personne humaine. En outre, pour gagner du temps, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont simplifié les procédures qu'ils suivaient jusqu'ici en matière d'asile. En Italie, les textes législatifs adoptés en 1991 permettent de refouler les demandeurs d'asile ayant déjà transité par des pays tiers. En outre, après l'arrivée massive d'Albanais ayant fui leur pays par bateau, le Gouvernement italien a décidé d'interdire à ces réfugiés de la mer l'accès à son territoire et de les renvoyer chez eux. En

accroissant considérablement l'aide offerte à l'Albanie, il a réussi à obtenir du Gouvernement albanais qu'il empêche ses ressortissants de prendre le chemin de l'exode.

23. Entre 1983 et 1990, la plupart des personnes qui avaient demandé l'asile en Europe étaient des citoyens asiatiques (51 %) ou européens (29 %), bien que ces pourcentages varient considérablement suivant les pays d'asile considérés (voir fig. II). Environ la moitié des demandeurs d'asile étaient originaires des pays suivants : République islamique d'Iran, Sri Lanka et Turquie en Asie, et Pologne et Roumanie en Europe. L'Allemagne et l'Autriche, que des liens historiques très forts unissent aux pays d'Europe orientale, ont reçu un nombre relativement élevé de demandeurs d'asile originaires de ces pays. Les pays qui, comme la Belgique, la France et le Royaume-Uni, ont longtemps maintenu une présence coloniale en Afrique, ont reçu beaucoup de demandes d'asile émanant d'Africains. Tout au long des années 80, et à mesure que le processus qui devait par la suite aboutir à l'effondrement des régimes communistes d'Europe orientale s'accélérait, l'assouplissement des formalités de sortie a amené un nombre croissant de ressortissants de ces pays à demander l'asile aux pays occidentaux. À la suite de cela, le pourcentage de demandeurs d'asile ressortissants de pays asiatiques a baissé tandis que celui des demandeurs originaires d'Europe orientale augmentait. Toutefois, les changements de régime, qui se sont ensuite produits dans les pays d'Europe orientale, ont éliminé le principal motif invoqué pour demander l'asile et les ressortissants de ces pays sont maintenant de plus en plus nombreux à se voir refuser le statut de réfugié. Certains pays d'Europe orientale, comme la Hongrie, sont eux-même devenus des pays d'asile.

E. Les pays de réinstallation définitive

24. L'Australie, le Canada et les États-Unis, qui ont pour caractéristique d'autoriser l'immigration à des fins de réinstallation définitive, ont eux aussi ouvert leur porte à de très nombreux réfugiés. Pendant les années 80, les États-Unis d'Amérique ont accueilli, à eux seuls, plus d'un million de réfugiés. Entre 1980 et 1989, le Canada a admis 223 000 réfugiés ou personnes ayant besoin d'une protection sur son territoire, tandis que l'Australie en a accueilli plus de 124 000 entre le milieu de 1980 et le milieu de 1988.

25. Outre qu'ils admettent des réfugiés, ces trois pays accordent l'asile, pour des raisons humanitaires, aux personnes qui sont dans des situations analogues à celles que connaissent les réfugiés. Aux États-Unis d'Amérique peuvent bénéficier "d'admission temporaire" les étrangers qui sont dans une situation d'urgence humanitaire ou dont l'entrée est considérée comme conforme à l'intérêt général. En outre, en vertu de l'Immigration Act (loi sur l'immigration) de 1990, l'Attorney General (Ministre de la justice) peut étendre le statut de "protection provisoire" ou de "candidat au départ" aux citoyens de pays victimes de conflits armés, de catastrophes naturelles ou d'autres situations exceptionnelles et provisoires. Ce statut a été accordé à des ressortissants koweïtiens, libanais, libériens, salvadoriens et somalis. Au Canada, les dispositions qui s'appliquent à la catégorie d'immigrants désignée sous le terme de "catégories spécifiées" autorisent l'entrée sur le territoire canadien de personnes ayant besoin d'une protection mais qui ne sont pas considérées comme réfugiés au sens de la Convention de 1951. Tout au long des années 80, les immigrants accueillis à ce titre ont toujours été plus nombreux que ceux qui

avaient été admis en qualité de réfugiés. En Australie, une mesure humanitaire spéciale autorisant l'entrée sur le territoire australien de personnes se trouvant dans une situation analogue à celle des réfugiés a été prise en 1981, et depuis 1987 les immigrants admis pour des motifs humanitaires sur le territoire australien ont toujours été plus nombreux que ceux qui avaient été accueillis en qualité de réfugiés.

26. Si, à la fin des années 80 le nombre total de réfugiés et de personnes admises en Australie pour des motifs humanitaires est resté relativement faible, ce pourcentage a en revanche nettement augmenté au Canada et aux États-Unis d'Amérique, depuis 1987. Cette augmentation est pour une bonne part imputable à l'afflux de personnes déplacées originaires d'Europe orientale. En effet, en 1989, le nombre de réfugiés originaires de cette partie du monde a dépassé celui des réfugiés originaires d'Asie de l'Est et du Sud-Est qui, pendant pratiquement toutes les années 80, avaient représenté le plus fort contingent de réfugiés admis sur le territoire américain (voir fig. III).

27. Tout au long des années 80, l'augmentation du nombre de demandes d'asile déposées auprès des pays de réinstallation définitive a pesé très lourdement sur le fonctionnement des services créés pour instruire ces demandes. Bien que l'Australie n'ait reçu que 1 300 demandes d'asile en 1991, elle comptait encore, à la fin de cette même année, environ 23 000 dossiers en souffrance. Si aux États-Unis d'Amérique, le nombre de demandes d'asile a nettement augmenté depuis 1985, celui des demandes instruites est resté bien inférieur. Entre 1980 et 1990, les États-Unis d'Amérique ont reçu en tout et pour tout 469 000 demandes d'asile, dont 201 000 ont été instruites et un quart seulement ont été approuvées. Pour réduire les délais d'attente, les services américains de l'immigration ont institué, en 1990, de nouvelles procédures applicables au droit d'asile, et créé un corps de fonctionnaires spécialement formés, chargés de traiter les demandes d'asile.

28. En septembre 1991, le renversement du gouvernement du Président Aristide en Haïti a provoqué le départ de nombreux Haïtiens. La plupart des réfugiés, qui avaient quitté le pays par bateau avec l'intention de demander l'asile aux États-Unis d'Amérique, ont été interceptés par des garde-côtes américains. Bien que certains d'entre eux aient été renvoyés en Haïti, beaucoup d'autres ont été conduits à la base navale américaine de la baie de Guantanamo (Cuba) où leurs demandes d'asile ont été examinées par des fonctionnaires de l'immigration et fait l'objet d'un tri préalable. Pour empêcher d'autres départs par bateau, le Gouvernement américain a commencé, en janvier 1992, à traiter les demandes d'asile à son ambassade de Port-au-Prince. Au mois de mai de la même année, on a cessé de procéder au tri préalable des demandes d'asile présentées par les Haïtiens qui venaient de faire l'objet d'une interdiction d'entrer sur le territoire américain et on les a renvoyés en Haïti.

II. TENDANCES ET POLITIQUES DÉMOGRAPHIQUES

A. Accroissement de la population

1. Tendances

29. Le chiffre de la population mondiale était estimé à 5,5 milliards à la mi-1992. Il progresse actuellement de 1,7 % par an, ce qui signifie qu'il s'est accru de 93 millions en 1992.

30. La population mondiale est passée de 2,5 à 5,5 milliards de personnes de 1950 à 1992 et a donc plus que doublé au cours de cette période. Elle s'accroîtra à nouveau de 749 millions de personnes pour atteindre 6,2 milliards d'ici à la fin du XXe siècle, les projections de la variante médiane indiquant qu'elle pourrait atteindre 8,5 milliards en 2025 (voir tableau 3)

Tableau 3

Chiffre de la population mondiale de 1950 à 2025
d'après les projections de la variante médiane

(En milliards)

Année	Population
1950	2,5
1990	5,3
1992	5,5
2000	6,2
2025	8,5

Source : World Population Prospects: The 1992 Revision (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.93.XIII.7).

31. Le taux d'accroissement de la population mondiale est resté stable à environ 1,7 % par an depuis 1975 (voir tableau 4). Deux facteurs ont contribué à mettre un terme au ralentissement de l'accroissement de la population qui avait caractérisé la période précédente : l'arrêt de la baisse de la fécondité totale et la modification de la structure par âge de la population. Le premier de ces facteurs est en grande partie imputable : a) à l'arrêt de la baisse de la fécondité de la population de l'Inde et de la Chine, les deux pays les plus peuplés du monde, entre 1975 et 1980 et entre 1980 et 1985; et b) au fait que si un recul important de la fécondité a été enregistré dans de nombreux pays en développement aux environs de 1970, le même recul n'a commencé à se manifester dans quelques autres pays qu'au cours de la période 1975-1985.

Tableau 4

Accroissement et taux d'accroissement annuel de la
population mondiale pour la période 1990-2025
d'après les projections de la variante médiane

Période	Accroissement annuel (En millions)	Taux d'accroissement annuel (En pourcentage)
1950-1955	47	1,8
1965-1970	72	2,1
1975-1980	74	1,7
1985-1990	88	1,7
1990-1995	93	1,7
1995-2000	94	1,6
2020-2025	85	1,0

Source : World Population Prospects: The 1992 Revision
(publication des Nations Unies, numéro de vente :
E.93.XIII.7).

32. Le taux d'accroissement de la population des régions développées et celui des régions moins développées diffèrent sensiblement depuis au moins 1950. Au cours de la période 1950-1955, celui des régions développées était de 1,3 % par an alors que celui des régions moins développées était de 2,0 % par an, soit environ 60 % de plus. Au cours de cette période, les tendances démographiques des régions moins développées ont commencé à se modifier. C'est ainsi que de 1950-1955 à 1965-1970, la population de ces régions a augmenté à un rythme très rapide, son taux d'accroissement passant de 2,0 à 2,5 % par an. De 1965-1970 à 1975-1980, cependant, ce taux a baissé de 2,5 à 2,1 % par an et est resté à ce niveau au cours de la période 1985-1990. Par ailleurs, le taux d'accroissement des régions développées est passé de 1,3 % par an en 1950-1955 à 0,6 % par an au cours de la période 1985-1990. Ainsi, l'écart entre le taux d'accroissement de la population des régions développées et celui des régions moins développées a augmenté, passant de 0,7 % en 1950-1955 à 1,5 % en 1985-1990.

33. Après 1990, le taux d'accroissement de la population des régions développées et celui des régions moins développées devraient baisser à nouveau jusqu'à la fin de la période de projection considérée, c'est-à-dire en 2020-2025 (voir fig. IV). Au cours de la période 1995-2000, le taux d'accroissement de la population mondiale devrait diminuer pour atteindre 1,6 % par an puis, après l'an 2000, continuer à diminuer pour atteindre 1,0 % par an en 2020-2025 dans la variante médiane. D'ici à 2025, le taux d'accroissement de la population des régions développées devrait être de 0,2 % par an et celui des régions moins développées de 1,2 %. Dans les pays les moins avancés, le taux d'accroissement de la population devrait continuer à augmenter jusqu'en 1990-1995 où il serait de 2,9 % par an, puis baisser à 2,1 % d'ici à 2020-2025. Le taux

/...

d'accroissement de la population des pays les moins avancés a été plus élevé de 1985 à 1990 qu'il ne l'a été et ne le sera entre 1950 et 2025.

34. Dans toutes les grandes régions du monde, à l'exception de l'Afrique, le taux d'accroissement de la population a été plus faible en 1985-1990 qu'en 1950-1955. Le taux actuel d'accroissement de la population en Afrique est plus élevé que celui enregistré dans toutes les autres grandes régions du monde au cours des 40 dernières années (voir fig. V). De 1990-1995 à 2020-2025, celui des grandes régions du monde, dont l'Afrique, devrait baisser. On calcule cependant que, d'ici à 2025, le taux d'accroissement de la population en Afrique sera plus élevé (plus de 2 % par an) que celui qu'on enregistre actuellement partout ailleurs dans le monde, malgré la prise en compte des projections concernant les incidences du syndrome d'immunodéficience acquise (sida) sur la population de certains pays. Le taux d'accroissement de la population pourrait atteindre environ 0,9 % par an en Asie, en Amérique latine et en Océanie et environ 0,5 % par an en Amérique du Nord et dans les pays de l'ex-Union soviétique. En Europe, où il décline déjà depuis longtemps, il continuera probablement à baisser et sera nul en 2020-2025.

35. En 1950-1955, 47 millions de personnes sont venues grossir annuellement la population mondiale, soit un peu moins que l'accroissement que l'on enregistre actuellement. Cet accroissement était alors imputable pour 58 % à l'Asie, 11 % à l'Afrique et 10 % à l'Amérique latine. En 1985-1990, le chiffre de la population mondiale s'est accru de 88 millions par an, dont 92 % dans les régions moins développées. D'ici à 2020-2025, la part de l'Afrique dans l'accroissement annuel moyen de la population mondiale devrait atteindre 38 % alors que celle de l'Asie devrait être ramenée à 50 %. En Amérique latine, la population devrait s'accroître moins vite et la part de la région dans l'accroissement de la population mondiale devrait être ramenée à 7 %. Dans toutes les grandes régions du monde, à l'exception de l'Afrique, l'accroissement net de la population devrait diminuer. En Afrique, il était de 18 millions par an en 1985-1990 mais devrait atteindre 32 millions par an en 2020-2025. Par ailleurs, d'ici à la fin de cette période, la population européenne devrait diminuer de 8 000 personnes par an.

36. En 1992, environ 60 % de la population mondiale vivaient dans les 10 plus grands pays du monde. Sur ces 10 pays, 6 étaient en Asie (Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Japon et Pakistan), 1 en Amérique latine (Brésil), 1 en Afrique (Nigéria), 1 en Amérique du Nord (États-Unis d'Amérique) et 1 en Europe (Fédération de Russie). Tous ces pays avaient une population supérieure à 100 millions d'habitants. En 2025, il y aura probablement 16 pays de plus de 100 millions d'habitants et ils représenteront à eux seuls les deux tiers de la population mondiale. L'accroissement élevé de la population que l'on enregistre actuellement dans un grand nombre de pays se traduira à cette date par un important gonflement de la population et entraînera probablement quelques modifications dans le classement des pays selon la population.

2. Politiques

37. Les questions démographiques, en particulier celles qui sont liées à l'accroissement de la population, préoccupent de plus en plus les gouvernements. Le nombre des pays qui s'inquiètent des conséquences de l'accroissement rapide

/...

de leur population et prennent des mesures pour y remédier a augmenté, ainsi d'ailleurs que celui des pays en développement qui ont fait état de leur préoccupation concernant ces questions et des questions connexes à l'occasion de plusieurs manifestations internationales. Davantage de gouvernements, par exemple, font une large place aux problèmes environnementaux dans leur politique démographique, surtout depuis que la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et, en particulier, son programme Action 21, ont mis en lumière l'incidence de l'accroissement de la population sur l'équilibre écologique¹.

38. Contrairement à leur pratique antérieure, de nombreux pays examinent désormais ouvertement leurs problèmes démographiques. Certains ont choisi de ne prendre en compte qu'un seul facteur de l'accroissement de leur population (fécondité, mortalité, immigration, etc.), d'autres ayant au contraire adopté une démarche plus large qui tient compte de facteurs aussi divers que l'éducation, l'emploi, la santé, la condition des femmes, l'accès de la population aux services de planification de la famille, l'infrastructure et le développement durable.

39. En 1993, seul un petit nombre de pays, à savoir 21 sur 190 (soit 11 %), jugent le taux d'accroissement de leur population trop faible. Les autres pays se partagent presque à égalité entre ceux qui jugent le taux d'accroissement de leur population satisfaisant (86 pays, soit 45 %) et ceux qui le jugent trop élevé (83 pays, soit 44 %). Ces chiffres ont évolué graduellement au cours des 20 dernières années (voir tableau 5). Si le pourcentage des pays qui jugent le taux d'accroissement de leur population trop faible a diminué, celui des pays qui le jugent trop élevé a régulièrement augmenté.

Tableau 5

Opinion des gouvernements sur le taux d'accroissement
de leur population en 1993

(En pourcentage)

Année	Trop faible	Satisfaisant	Trop élevé	Total	Nombre de pays
1974	25,0	47,4	27,6	100,0	156
1983	18,5	45,2	36,3	100,0	168
1986	16,5	45,3	38,2	100,0	170
1989	14,7	45,3	40,0	100,0	170
1991	13,8	43,7	42,5	100,0	174
1993	11,0	45,3	43,7	100,0	190

Source : World Population Monitoring, 1993 (à paraître dans la série des publications des Nations Unies), tableau 1.

40. Pour ce qui est du chiffre de leur population, les 83 pays qui jugent le taux d'accroissement de leur population trop élevé (voir tableau 6) représentent

/...

Tableau 6

Opinion des gouvernements sur le taux d'accroissement de leur population par nombre et en pourcentage de pays et en fonction du degré de développement de ceux-ci et de la région du monde à laquelle ils appartiennent (1993)

	Taux trop faible (1)	Taux satisfaisant (2)	Taux trop élevé (3)	Total (1+2+3)	Taux trop faible (4)	Taux satisfaisant (5)	Taux trop élevé (6)	Total (4+5+6)
	(Nombre de pays)				(En pourcentage)			
Degré de développement								
Ensemble du monde	21	86	83	190	11	45	44	100
Régions développées	7	48	1	56	13	86	2	100
Régions moins développées ^a	14	38	82	134	10	28	61	100
Pays moins avancés	3	12	32	47	6	26	68	100
Région								
Afrique	1	14	38	53	2	26	72	100
Amérique latine	2	14	17	33	6	42	52	100
Amérique du Nord	0	2	0	2	0	100	0	100
Asie	10	9	19	38	26	24	50	100
Europe	5	33	1	39	13	85	3	100
Océanie	1	4	8	13	8	31	62	100
Ex-URSS	2	10	0	12	17	83	0	100

Source : Banque de données sur les politiques démographiques créée et tenue à jour par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU.

^a Dont les pays les moins avancés.

près de 70 % de la population mondiale. Ils comprennent 6 des 10 pays les plus peuplés du monde, à savoir la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh et le Nigéria. Tous ces pays mettent en oeuvre des politiques visant à réduire le taux d'accroissement de leur population. Les quatre autres pays les plus peuplés du monde, à savoir les États-Unis d'Amérique, le Brésil, la Fédération de Russie et le Japon, qui représentent 11 % de la population mondiale, jugent le taux d'accroissement de leur population satisfaisant. Les 86 pays qui jugent le taux d'accroissement de leur population satisfaisant représentent moins de 30 % de la population mondiale, les 21 autres pays, à savoir ceux qui jugent le taux d'accroissement de la population trop faible, en représentant moins de 5 %. Près de 90 % des pays développés jugent le taux d'accroissement de leur population satisfaisant et 13 % trop faible. En fait, le taux annuel moyen de l'accroissement de la population des régions développées a été de 0,6 % au cours de la période 1985-1990. Il est intéressant de noter que les pays nouvellement indépendants d'Europe de l'Est figurent parmi les pays développés qui jugent le taux d'accroissement de leur population trop faible. Bon nombre de pays développés s'inquiètent beaucoup de la diminution constante du taux de fécondité de leur population, du vieillissement de celle-ci et de la diminution à long terme de son chiffre. Fait intéressant à noter, l'ex-République yougoslave de Macédoine est le seul pays développé à juger le taux d'accroissement de sa population trop élevé.

41. La majorité des pays en développement (61 %) jugent le taux d'accroissement de leur population trop élevé. C'est en Afrique, puis par ordre décroissant, en

/...

Océanie, en Amérique latine et en Asie, que l'on trouve le plus grand nombre de pays dans ce cas et c'est d'ailleurs en Afrique et en Asie que l'on relève certains des taux d'accroissement les plus élevés du monde. En Afrique, 72 % des pays jugent le taux d'accroissement de la population trop élevé, un seul pays, le Gabon, le jugeant trop faible. En Asie, 50 % des pays seulement entrent dans la première catégorie, ce qui tient en partie au fait que 6 des 14 pays en développement qui se trouvent en Asie occidentale estiment, en vertu d'une politique démographique qui les distingue, que le taux d'accroissement de leur population est trop faible. Bien qu'ayant un taux d'accroissement de la population supérieur à 3 %, bon nombre de ces pays considèrent en effet qu'ils sont sous-peuplés compte tenu de leurs ressources et de leurs objectifs de développement.

42. En Amérique latine, l'opinion des gouvernements sur le taux d'accroissement de la population est fonction de la géographie. La plupart des 17 pays qui jugent le taux d'accroissement de leur population trop élevé sont des petits pays à forte densité des Caraïbes et de l'Amérique centrale. La plupart des 14 pays qui jugent le taux d'accroissement de leur population satisfaisant sont de grands pays d'Amérique du Sud. Les deux pays qui le jugent trop faible, l'Argentine et l'Uruguay, se trouvent aussi en Amérique du Sud. Les gouvernements des pays d'Amérique du Sud voient dans le développement économique et social le meilleur moyen d'agir sur l'évolution démographique. C'est pourquoi ils s'abstiennent généralement d'aborder leurs problèmes démographiques directement et préfèrent adopter des politiques propres à améliorer l'économie nationale, estimant qu'une telle amélioration peut retentir sur les tendances démographiques.

43. La plupart des pays en développement d'Océanie (8 sur 11) jugent le taux d'accroissement de la population trop élevé et ont adopté des politiques démographiques fondées sur la notion de développement durable. Ces pays sont de petits États insulaires dont l'attitude par rapport aux questions démographiques rappelle celle de la plupart des pays de la région des Caraïbes.

44. Le taux d'accroissement des 12 pays de l'ex-Union soviétique varie largement, de 0 % par an en République de Moldova à 2,5 % par an au Tadjikistan et au Turkménistan. Seul un petit nombre de ces pays ont commencé à formuler ou mettre en oeuvre une politique démographique propre depuis leur récente accession à l'indépendance, ce qui tient au fait qu'ils ont d'abord dû régler des problèmes économiques et sociaux prioritaires.

B. Mortalité

1. Tendances

45. On a assisté au cours de la seconde moitié du XXe siècle à un accroissement remarquable de l'espérance de vie dans le monde. Au plan mondial, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 18 ans, passant de 46,4 ans en 1950-1955 à 64,7 ans en 1990-1995 (voir tableau 7). Dans les régions plus développées, elle a augmenté d'environ neuf ans depuis le début des années 50 passant à 75 ans en 1990-1995; dans les régions moins développées, elle a plus que doublé en 22 ans environ et devrait atteindre 62 ans en 1990-1995, bien qu'elle reste inférieure de 13 ans à celle des régions plus développées. Certes, on a enregistré dans

/...

les pays les moins avancés une augmentation importante, d'environ 15 ans, de l'espérance de vie à la naissance depuis les années 50, mais elle ne sera encore que de 50,2 ans en 1990-1995; on peut donc améliorer nettement la durée de vie moyenne des populations de ces pays.

Tableau 7

Estimations de l'espérance de vie, de la mortalité infantile, de la mortalité des enfants de moins de 5 ans et de la mortalité maternelle dans les principales zones et régions du monde pendant diverses périodes comprises entre 1985 et 1995

Principale zone ou région	Espérance de vie (des deux sexes) 1990-1995	Mortalité infantile 1990-1995	Mortalité des enfants de moins de 5 ans (probabilité de décès avant 5 ans) 1985-1990	Mortalité maternelle (1988)
Monde	64,7	62	97	370
Régions plus développées	74,6	12	17	26
Régions moins développées	62,4	69	110	420
Afrique	53,0	95	158	630
Asie	64,8	62	99	380 ^a
Europe	75,2	10	13	23
Amérique latine	68,0	47	67	200
Amérique du Nord	76,1	8	11	12
Océanie	72,6	22	33	600 ^b
Ex-URSS	70,4	20	29	45

Sources : Espérance de vie, mortalité infantile et mortalité des enfants de moins de 5 ans : World Population Prospects: The 1992 Revision (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.93.XIII.7); mortalité maternelle : Organisation mondiale de la santé, Maternal Mortality, Ratios and Rates: A Tabulation of Available Information, 3e ed. (Genève, 1991).

^a Non compris le Japon.

^b Non compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

46. L'espérance de vie à la naissance varie sensiblement dans les régions moins développées. Elle sera sans doute, en 1990-1995, de 53 ans en Afrique; de 65 ans en Asie et de 68 ans en Amérique latine. Au début des années 50, l'espérance de vie à la naissance dans les régions constituant le monde développé ne se situait qu'entre 64 et 65 ans. En 1990-1995, la durée de vie moyenne en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande doit cependant dépasser 75 ans alors que dans l'ex-URSS et en Europe orientale, elle doit dépasser 70 ans.

47. L'espérance de vie a augmenté d'au moins deux ans entre 1980 et 1990 dans chacun des pays des régions plus développées. En 1990, l'espérance de vie moyenne des femmes dépassait 70 ans alors que dans 22 pays elle dépassait même 80 ans. Les taux de mortalité infantile dans les pays développés ont continué de diminuer pendant les années 80. En 1990, la mortalité infantile était

/...

inférieure à 10 décès pour 1 000 naissances dans 22 pays, bien que l'Albanie, la Roumanie, l'ex-URSS et la Yougoslavie continuent d'enregistrer des taux de mortalité infantile supérieurs à 20 décès pour 1 000 naissances.

48. Il semble que l'augmentation de l'écart entre l'espérance de vie des hommes et des femmes qu'on avait observée au début des années 80 s'est arrêtée, voire inversée dans les pays d'Europe du Nord. Dans ces pays ainsi qu'en Australie, en Autriche, au Canada, aux Pays-Bas, en Suisse et aux États-Unis d'Amérique, le rétrécissement de l'écart entre les sexes, en ce qui concerne l'espérance de vie, peut être imputé surtout à l'augmentation du nombre de décès de femmes causés par le cancer des poumons. Cependant, dans les pays d'Europe orientale et dans l'ex-URSS, l'écart continue de se creuser en partie du fait que la mortalité liée aux maladies coronariennes a augmenté plus chez les hommes que chez les femmes.

49. On ne dispose pas encore d'estimations fiables de l'espérance de vie dans un grand nombre de pays en développement. Il ressort des données disponibles qu'en Afrique, seuls l'Algérie, Maurice, la Réunion et les Seychelles ont enregistré une espérance de vie supérieure à 60 ans pendant les années 80. En Asie, neuf pays avaient enregistré une espérance de vie supérieure à 70 ans dans les années 80; en Amérique latine, ils étaient au nombre de 10. Hong-kong avait l'espérance de vie la plus élevée, 77 ans en 1987-1989 alors que, selon les estimations pour Chypre, Cuba, Israël et Porto Rico elle a atteint 75 ans pendant les années 80. On estimait qu'à l'autre extrême, au Botswana, au Burundi et au Zaïre en Afrique, au Bangladesh, en Inde, en Indonésie et au Népal en Asie et à Kiribati en Océanie l'espérance de vie à la naissance était inférieure à 60 ans pendant les années 80.

50. Dans les rares pays en développement où plusieurs estimations ont été faites au cours des dernières décennies, on a remarqué un accroissement de l'espérance de vie : en Chine, elle est passée de 68 ans en 1981 à 72 ans en 1986, soit un accroissement de près d'une année par an; au Bangladesh et en Inde, elle a augmenté d'une année et demie par an, pendant les années 70 et 80; en Amérique latine, on a constaté un léger allongement de l'espérance de vie au Mexique pendant les années 70 et des progrès plus importants au Chili et en Colombie.

51. Pendant les années 80, les taux de mortalité infantile variaient sensiblement dans les pays en développement pour lesquels on a des données. Dans les pays suivants : Burkina Faso, Burundi, Libéria, Mali, Sierra Leone, Ouganda, Zaïre et Zambie en Afrique, Bangladesh, Népal et Pakistan en Asie et Haïti en Amérique latine, ils dépassaient 100 décès pour 1 000 naissances vivantes; alors qu'à la Réunion, à Brunéi Darussalam, à Hong-kong, en Israël, à la Martinique et à Singapour, ils se situaient à 10 cas au plus.

52. Pendant les années 80, la mortalité infantile a baissé dans tous les pays disposant de données qui permettent de calculer les tendances. Elle a diminué en Algérie, passant de 80 à 58 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1983 et 1990; au Botswana de 72 à 54 entre 1981 et 1984 et au Zimbabwe, de 83 à 59 entre 1980 et 1986. Dans cinq pays asiatiques — Bangladesh, Iraq, Maldives, Sri Lanka et Turquie — ainsi qu'aux îles Marshall, en Océanie, on a enregistré une diminution de plus de 15 décès de nourrissons pour 1 000 naissances

/...

vivantes. Parmi ces pays, le Bangladesh, les Maldives et la Turquie avaient au début de la décennie des taux de mortalité infantile supérieurs à 100 pour 1 000. Aux Maldives et en Turquie, la mortalité infantile a diminué passant respectivement à 52 et 68 décès de nourrissons pour 1 000 naissances; elle s'est cependant maintenue au-dessus de 100 au Bangladesh. En Amérique latine, au Brésil, en El Salvador, au Guatemala, en Haïti et au Pérou, elle a diminué de plus de 20 décès de nourrissons pour 1 000 naissances vivantes pendant les années 80. En Haïti, pays ayant le taux de mortalité le plus élevé de la région, la mortalité infantile a diminué passant de 132 décès en 1980 à 109 pour 1 000 naissances vivantes en 1985.

53. En général, les pays ayant des taux élevés de mortalité infantile ont également des taux de mortalité élevés pour les enfants de moins de 5 ans (décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes). Le Botswana, Maurice et le Zimbabwe en Afrique, le Bangladesh, les Maldives et la Turquie en Asie, El Salvador, Haïti et le Pérou en Amérique latine ont tous enregistré une diminution de plus de 30 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes pendant les années 80.

54. Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 1988, plus d'un demi-million de femmes sont mortes des suites de la grossesse et de l'accouchement. Presque toutes (99 %) vivaient dans un pays en développement. Le taux de mortalité maternelle pour l'ensemble des pays développés était de 26 décès pour 100 000 naissances vivantes en 1988. Par contraste, on estimait le taux dans les pays moins développés à 420 décès pour 100 000 naissances vivantes pendant la même période. Les taux enregistrés récemment dans les pays développés sont inférieurs à 10 décès pour 100 000 naissances sauf en Roumanie et dans l'ex-URSS où en 1990 ils étaient respectivement de 83 et 41 décès liés à la maternité pour 100 000 naissances vivantes. Pour les taux de mortalité maternelle, on ne dispose d'estimations fiables tirées de données enregistrées que pour 13 pays en développement. Pour Hong-kong, Israël, le Koweït et Singapour, les taux étaient comparables à ceux des pays développés (ils se situaient tous au-dessous de 10 pour 100 000). Parmi les huit pays d'Amérique latine où les données étaient disponibles, Porto Rico avait le taux le plus bas (20 décès liés à la maternité pour 100 000 naissances) et l'Argentine le plus élevé (49). Maurice, seul pays africain ayant des estimations fiables en matière de mortalité infantile, avait un taux de 99 décès liés à la maternité pour 100 000 naissances vivantes en 1987.

55. La propagation du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) est très inquiétante. Selon les estimations de l'OMS en 1993, entre 10 et 12 millions d'adultes ont été infectés par le virus, agent principal du sida, depuis que l'épidémie a éclaté. Selon l'OMS, le nombre de cas s'élève à 2,5 millions et au niveau mondial plus d'un million d'adultes sont morts du sida. En outre, environ un demi-million d'enfants ont été infectés par la voie mère-enfant.

56. La majorité des personnes infectées par le virus vivent dans les pays en développement. En Afrique subsaharienne seulement, 7 millions de personnes seraient infectées par le VIH et 1,5 million auraient le sida. Les pays les plus touchés par l'épidémie sont le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Malawi, le

/...

Mozambique, le Rwanda, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Zaïre, la Zambie et le Zimbabwe. Ce n'est que plus récemment que le virus du sida s'est propagé à l'Asie et à l'Amérique latine. Cependant, en 1993, selon les estimations, le nombre de personnes infectées par le virus atteignait 1 million en Amérique latine et environ 1,5 million en Asie. La Thaïlande et l'Inde sont les pays où le nombre de personnes infectées par le virus du sida devrait augmenter rapidement. Dans les pays développés, où la population touchée au départ par l'épidémie se composait d'abord surtout de toxicomanes et d'homosexuels, l'infection se fait de plus en plus par voie hétérosexuelle.

2. Politiques

57. Dans les pays développés, l'accent est mis sur les besoins en matière de santé des personnes âgées dont le nombre augmente ainsi que les maladies liées au mode de vie individuel et à l'environnement, par exemple les maladies cardiovasculaires, le diabète et le cancer. Dans les pays en développement, les politiques démographiques portent sur les taux de morbidité et de mortalité, nombre de pays ayant adopté la Stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 et elles sont axées sur l'amélioration de la santé des populations; l'amélioration de la qualité et de la quantité des services de santé; la prévention, le contrôle et le traitement des principales maladies transmissibles; l'amélioration de la situation nutritionnelle de la population, en particulier celle des mères et des enfants, et la production, l'approvisionnement et la distribution de médicaments et de vaccins essentiels.

58. En Afrique, où dans plus de 90 % des pays, les gouvernements estiment que les taux actuels de mortalité sont inacceptables, nombre d'entre eux ont fixé des objectifs quantitatifs pour les niveaux de mortalité, quelques-uns prévoyant de réduire la mortalité de 50 % d'ici à l'an 2000 (voir tableau 8). Les nourrissons et les enfants de moins de 5 ans ainsi que les femmes en âge de procréer sont les deux groupes de population dont les taux de mortalité sont particulièrement préoccupants dans la plupart des pays africains. Les problèmes de santé ou les maladies qui préoccupent le plus la majorité des pays africains sont les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires, le sida, le paludisme et la malnutrition, ainsi que, à un moindre degré, les complications liées à la grossesse, la tuberculose, la rougeole et les maladies de la prime enfance.

59. Plus de la moitié des pays d'Amérique latine considèrent comme inacceptable le chiffre actuel de l'espérance de vie. La situation sanitaire a souffert de l'aggravation de la situation économique dans nombre de pays de la région : dévaluation, inflation et détérioration globale du niveau de vie. Tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté des politiques et des stratégies nationales de santé conformes à la stratégie des soins de santé primaires et de la santé pour tous. Cependant, la réorientation de ces politiques et stratégies est limitée par des contraintes d'ordre financier, humain et matériel ainsi que, dans certains pays, par l'instabilité politique et sociale.

Tableau 8

Points de vue des gouvernements en ce qui concerne l'acceptabilité du taux de mortalité, en fonction du niveau de développement, 1992

(Pourcentage de pays)

Niveau de développement	Acceptable	Inacceptable	Total	Nombre de pays
Monde	32,6	67,4	100,0	190
Pays développés	48,2	51,8	100,0	56
Pays en développement	26,1	73,9	100,0	134

Source : Banque de données sur les politiques démographiques tenue par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

60. La région de l'Asie connaît ces dernières années une extension rapide de maladies liées au mode de vie et d'importants problèmes de santé liés à l'environnement. Les maladies cardio-vasculaires constituent un important problème de santé dans la plupart des zones de la région. Les problèmes de santé et les maladies qui préoccupent le plus la majorité des pays en développement d'Asie sont la diarrhée, les infections respiratoires, les difficultés nutritionnelles chez les enfants, les complications liées à la grossesse, les maladies infectieuses, le paludisme et la tuberculose. Dans les pays développés d'Asie, on se préoccupe de problèmes de santé tels que le sida, le cancer, les néoplasmes, les maladies cardio-vasculaires et les accidents de voiture. Le sida constitue également un problème important pour nombre de pays de cette région; la plupart d'entre eux ont adopté des mesures visant particulièrement à prévenir cette maladie ou à réduire le nombre de cas. Ils ont également adopté des politiques visant à améliorer la santé et à réduire les taux de morbidité et de mortalité.

61. Les pays d'Europe se préoccupent surtout des maladies cardio-vasculaires, du cancer et des néoplasmes malins; la plupart d'entre eux sont également très préoccupés par le sida. Ces dernières années, on constate un retour offensif de la tuberculose dans un certain nombre de pays d'Europe occidentale, en particulier dans les couches défavorisées. Nombre de pays européens ont des programmes de promotion de la santé visant à encourager l'adoption de modes de vie sains et d'éliminer ou de réduire les maladies évitables.

62. Parmi les principales causes de mortalité en Océanie figurent les maladies du coeur, les néoplasmes malins, les accidents et les maladies cérébro-vasculaires; certains pays font également état d'une forte incidence de maladies diarrhéiques, de maladies infectieuses intestinales, de maladies respiratoires, de diabète et de maladies sexuellement transmissibles. Dans certaines zones, le paludisme, la tuberculose, l'hépatite, la rougeole et la méningite ainsi que les décès périnataux sont également assez courants. Certains pays ont également indiqué que le sida constituait un grave problème. Par ailleurs, nombre de pays s'inquiètent de l'inégalité de l'accès aux soins de santé et s'efforcent de réduire les inégalités sociales et ethniques dans le domaine de la santé.

/...

63. Les systèmes de soins de santé dans les anciennes républiques soviétiques seraient inappropriés et désuets. Bien qu'on trouve suffisamment d'établissements dans les villes, leur nombre est très insuffisant dans les zones rurales. Actuellement, le système d'approvisionnement en équipements et en médicaments est en général désorganisé et la production a sensiblement diminué du fait de la pénurie de matières premières et de devises.

C. Fécondité

1. Tendances

64. Si l'on considère le monde dans son ensemble, l'indice synthétique de fécondité a baissé entre 1980-1985 et 1985-1990, passant en moyenne de 3,6 à 3,4 naissances par femme, soit une diminution de 5,6 %. Mais cette moyenne mondiale cache de nombreuses différences régionales, la plus importante étant la disparité entre l'indice synthétique de fécondité des régions développées et celui des régions en développement. Si au cours de la période 1985-1990 cet indice était de 1,9 naissance par femme dans les régions développées, il était de 3,9 dans les régions en développement (voir tableau 9).

65. Il existe également de grandes disparités dans chaque région. Dans les régions en développement, les taux de fécondité les plus élevés sont enregistrés en Afrique où, au cours de la période 1985-1990, l'indice synthétique de fécondité était en moyenne de 6,9 enfants par femme en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest et de 6,5 enfants en Afrique centrale. Dans un certain nombre de pays de ces sous-régions, un indice de plus de 7 naissances par femme n'avait rien d'inhabituel (voir Nations Unies, à paraître, annexe, tableau). L'Afrique australe a le taux de fécondité le plus faible (4,5 naissances par femme), suivie de l'Afrique du Nord (5,1). En Afrique du Nord et en Afrique australe, la fécondité a baissé d'environ 10 et 8 % respectivement de 1980-1985 à 1985-1990 mais le changement de l'indice synthétique de fécondité dans les autres sous-régions a été négligeable.

66. Au cours de la période 1985-1990, la fécondité cumulée pour l'Asie a été en moyenne de 3,5 naissances par femme. Là aussi, ces chiffres cachent des disparités sous-régionales : l'Asie occidentale dont l'indice synthétique de fécondité était de 5 naissances par femme avait le taux le plus élevé, tandis qu'en Asie de l'Est, on enregistrait 2,3 naissances par femme, soit le taux le plus faible. L'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud ont un indice synthétique de fécondité respectivement de 3,7 et de 4,7. Entre 1975-1980 et 1980-1985, la baisse la plus marquée a été constatée en Asie de l'Est et en Asie du Sud-Est, des réductions de 14 et 12 % respectivement ayant été constatées. Le taux de fécondité le plus faible a été enregistré en Asie de l'Est, du fait essentiellement de la chute des taux en Chine au cours de ces dernières années. Entre 1980-1985 et 1985-1990, la baisse rapide de la fécondité s'est poursuivie en Asie du Sud-Est mais a ralenti en Asie de l'Est en raison d'une stabilisation de la fécondité en Chine. Par contre, en Asie du Sud, la fécondité a baissé surtout entre 1985 et 1990.

Tableau 9

Estimation des taux de fécondité et variation en pourcentage pour les grandes régions du monde : 1975-1980, 1980-1985 et 1985-1990

Grandes régions	Indice synthétique de fécondité			Variation en pourcentage		
	1975-1980	1980-1985 (Estimations)	1985-1990	1975-1980 à 1980-1985	1980-1985 à 1985-1990 (Estimations)	1975-1980 à 1985-1990
Total mondial	3,8	3,6	3,4	(5,3)	(5,6)	(10,5)
Régions développées	2,0	1,9	1,9	(5,0)	0,0	(5,0)
Régions en développement	4,6	4,2	3,9	(8,7)	(7,1)	(15,2)
Pays les moins avancés	6,6	6,4	6,1	(3,0)	(4,7)	(7,6)
Afrique	6,6	6,4	6,3	(3,0)	(1,6)	(4,5)
Afrique de l'Est	7,0	6,8	6,9	(2,9)	1,5	(1,4)
Afrique centrale	6,4	6,5	6,5	1,6	0,0	1,6
Afrique du Nord	6,0	5,7	5,1	(5,0)	(10,5)	(15,0)
Afrique australe	5,2	4,9	4,5	(5,8)	(8,2)	(13,5)
Afrique de l'Ouest	6,9	6,9	6,9	0,0	0,0	0,0
Asie	4,1	3,8	3,5	(7,3)	(7,9)	(14,6)
Asie de l'est	2,8	2,4	2,3	(14,3)	(4,2)	(17,9)
Asie du Sud-Est	4,8	4,2	3,7	(12,5)	(11,9)	(22,9)
Asie du Sud	5,3	5,2	4,7	(1,9)	(9,6)	(11,3)
Asie occidentale	5,6	5,3	5,0	(5,4)	(5,7)	(10,7)
Europe	2,0	1,8	1,7	(10,0)	(5,6)	(15,0)
Europe orientale	2,3	2,2	2,1	(4,3)	(4,5)	(8,7)
Europe du Nord	1,8	1,8	1,8	0,0	0,0	0,0
Europe du Sud	2,3	1,8	1,5	(21,7)	(16,7)	(34,8)
Europe occidentale	1,7	1,6	1,6	(5,9)	0,0	(5,9)
Amérique latine	4,4	3,9	3,4	(11,4)	12,8	(22,7)
Caraïbes	3,5	3,2	3,0	(8,6)	(6,3)	(14,3)
Amérique centrale	5,2	4,6	3,9	(11,5)	(15,2)	(25,0)
Amérique du Sud	4,2	3,8	3,3	(9,5)	(13,2)	(21,4)
Amérique du Nord	1,8	1,8	1,9	0,0	5,6	5,6
Océanie	2,8	2,6	2,5	(7,1)	(3,8)	(10,7)
Ex-URSS	2,3	2,4	2,4	4,3	0,0	4,3

Source : World Population Prospects : The 1992 Revision (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.93.XIII.7), annexe, tableau A.12.

67. En Amérique latine, on comptait en moyenne 3,4 naissances par femme au cours de la période 1985-1990. Entre 1980-1985 et 1985-1990, la fécondité a baissé, passant de 4,6 à 3,9 enfants par femme en Amérique centrale et de 3,8 à 3,3 en Amérique du Sud, ce qui a permis à l'Amérique latine d'enregistrer la baisse la plus importante du taux de fécondité (13 % en tout) parmi les régions en développement. Les Caraïbes ont actuellement le taux de fécondité le plus faible de la région (3 naissances par femme).

68. La réduction du nombre de naissances par femme qui a été observée n'a toutefois pas entraîné une réduction comparable du nombre annuel moyen des naissances, en raison notamment de l'accroissement du nombre de femmes en âge de procréer nées au cours des décennies précédentes de fécondité élevée qui, du

/...

fait du recul de la mortalité, sont plus nombreuses à atteindre l'âge adulte. En réalité, le nombre annuel de naissances a augmenté et, selon de récentes estimations, cette tendance devrait se poursuivre pendant la prochaine période quinquennale. En Afrique notamment, le nombre de naissances annuelles au cours de la période 1990-1995 devrait être de 45 % supérieur à celui de la période 1975-1980 (voir figure VI). Ainsi, la contribution de l'Afrique au nombre mondial de naissances devrait augmenter, passant de 17,1 % au cours de la période 1975-1980 à 20,7 % au cours de la période 1990-1995 (Nations Unies, à paraître). Une telle opposition des tendances du taux de fécondité et du nombre de naissances devrait se retrouver en Asie, en Océanie et en Amérique latine, quoique de façon moins marquée.

69. Dans les régions développées, l'indice synthétique de fécondité était sensiblement inférieur au taux de renouvellement des générations, qui était de 2,1 naissances par femme au cours de la période 1985-1990, et il y a peu de différences entre les sous-régions. En Europe occidentale, l'indice synthétique de fécondité a progressivement fléchi depuis le milieu des années 60 ou le début des années 70 et se situe actuellement à 1,6 naissance par femme. Par contre, même si le taux de fécondité est enregistré en Europe du Sud, cette baisse de la fécondité n'est intervenue qu'à la fin des années 70. En fait, en Europe du Sud, l'indice synthétique de fécondité est passé de 2,3 au cours de la période 1975-1980 à 1,5 au cours de la période 1985-1990, entraînant une réduction de l'indice d'environ 22 % puis de 17 %. En 1991, cette sous-région comprenait deux pays – l'Espagne et l'Italie – ayant l'indice synthétique de fécondité le plus faible jamais enregistré, soit 1,26 et 1,28 respectivement (Nations Unies, à paraître).

70. En Europe du nord, un indice synthétique de fécondité un peu plus élevé (1,8) a été enregistré et est resté en moyenne relativement constant (voir tableau 9). Toutefois, les données récentes font apparaître une légère tendance à la hausse dans les pays scandinaves, notamment en Suède où l'indice synthétique de fécondité a atteint le niveau de renouvellement de la population de 2,1 en 1990 et 1991 (Nations Unies, à paraître, tableau 2). De légères augmentations du taux de fécondité ont également été enregistrées entre 1975-1980 et 1985-1990 en Amérique du Nord (5,6 %) et dans l'ex-URSS (4,3 %). Depuis 1950, l'indice synthétique de fécondité moyen dans l'ex-URSS n'est jamais tombé en dessous du niveau de renouvellement, bien qu'il existe de grandes disparités entre les ex-républiques européennes et asiatiques. Il ressort des estimations actuelles pour 1985-1990 que dans les États nouvellement indépendants de l'ex-URSS, l'indice synthétique varie, d'environ 2 à plus de 4, et peut atteindre 5,4 au Tadjikistan (Nations Unies, à paraître).

71. Il convient de souligner que, contrairement à la situation dans les régions en développement, dans les pays développés, le nombre des naissances et les taux de fécondité devraient baisser simultanément, sauf en Amérique du Nord et dans les pays développés d'Océanie (voir figure VI).

72. La diffusion de la contraception est la principale cause de la baisse continue de la fécondité dans les pays en développement. Il existe une forte relation entre les niveaux de fécondité et le taux d'utilisation de la contraception – définie comme le niveau d'utilisation actuel parmi les couples dont la femme est en âge de procréer. Au début des années 60, alors que

l'indice synthétique de fécondité dans les régions en développement était en moyenne de 6,1 enfants par femme, le taux d'utilisation de la contraception n'était probablement pas supérieur à 10 % dans les pays en développement; actuellement, plus de 50 % des couples ont recours à la contraception. Sur la base de données récentes, le taux d'utilisation de la contraception se situe actuellement entre 54 et 56 % en Asie et en Amérique latine mais seulement à 17 % en Afrique (voir tableau 10). Il est inférieur à 20 % dans la plupart des pays les moins avancés, à quatre exceptions près : Bangladesh, Botswana, Népal et Rwanda. Dans les régions développées, le taux d'utilisation est en moyenne de 71 %.

Tableau 10

Taux moyen d'utilisation de méthodes spécifiques de contraception, par région, vers 1987

Région	Toutes les méthodes	Méthodes modernes ^a	Stérilisation masculine, féminine	Pilule	Contraceptifs injectables	Dispositifs intra-utérins	Préservatifs	Condoms	Méthodes à barrière vaginale	Continence périodique	Coût interrompu	Autres méthodes
A. Pourcentage de couples dont la femme est en âge de procréer												
Monde	53	44	16	4	7	1	11	5	1	4	4	1
Régions en développement	48	44	18	5	5	1	12	3	0,3	2	1	1
Afrique	17	13	1	—	7	1	3	1	0,2	2	1	1
Afrique du Nord	31	27	2	—	16	0,3	8	1	0,3	2	2	1
Afrique subsaharienne ^b	13	9	1	—	4	2	1	0,5	0,2	2	1	1
Asie et Océanie ^b	53	49	21	6	4	1	14	3	0,3	2	1	1
Asie de l'Est ^b	72	71	28	8	3	0,2	29	2	0,4	1	0,2	0,3
Autres pays	40	34	16	5	4	1	4	4	0,3	2	2	2
Amérique latine	57	47	20	1	16	1	6	2	1	5	3	1
Régions développées	71	47	8	4	14	—	6	13	2	9	13	2
B. Pourcentage de contracepteurs												
Monde	100	83	29	8	14	2	20	9	1	7	8	2
Régions en développement	100	91	37	9	11	2	25	5	1	4	3	2
Afrique	100	79	9	—	40	8	18	4	1	9	5	6
Afrique du Nord	100	88	6	—	51	1	25	4	1	5	5	2
Afrique subsaharienne	100	70	11	—	28	16	10	4	1	13	6	11
Asie et Océanie ^b	100	92	39	11	7	2	27	6	1	3	2	2
Asie de l'Est ^b	100	98	39	11	5	0,3	40	3	1	1	0,2	0,4
Autres pays	100	85	39	11	11	4	11	9	1	6	5	4
Amérique latine	100	84	36	1	28	2	11	4	1	9	6	2
Régions développées	100	66	11	6	20	—	8	18	3	13	19	2

Source : World Contraceptive Use Data Diskettes, 1991 (ST/ESA/SER.R/120); et fichiers de données maintenues par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU.

Note : Les estimations reflètent les hypothèses sur l'utilisation des contraceptifs dans les pays sur lesquels on ne dispose pas de données (voir texte).

^a Y compris la stérilisation masculine et féminine, la pilule, les contraceptifs injectables, les dispositifs intra-utérins, les préservatifs et les méthodes à barrière vaginale.

^b Y compris le Japon.

73. Dans la plupart des pays en développement pour lesquels des données sont disponibles, on constate une diffusion sensible de la contraception. Celle-ci a été en général moins rapide ces dernières années qu'au cours de la période allant des années 70 au début des années 80, mais le schéma général est encore celui d'une croissance soutenue et rapide de l'utilisation des moyens contraceptifs. Dans plus de 60 % des pays en développement pour lesquels ces

/...

tendances ont été mesurées, le taux d'utilisation de la contraception a augmenté de plus de 1 % des couples par an. Bien que les taux continuent d'être très faibles dans de nombreux pays africains, les études effectuées au cours de ces dernières années ont confirmé l'utilisation accrue de moyens contraceptifs en Afrique subsaharienne. Les pays suivants ont enregistré récemment un accroissement considérable des taux d'utilisation de la contraception : Botswana, Cameroun, Kenya, Lesotho, Rwanda et Zimbabwe.

74. Les méthodes relativement efficaces exigeant une visite dans un centre de soins ou l'emploi de matériel contraceptif² représente environ 80 % des méthodes contraceptives utilisées à l'échelle mondiale. La stérilisation à elle seule en représente le tiers, la stérilisation féminine étant en général pratiquée quatre fois plus souvent que la stérilisation masculine (vasectomie). Les méthodes impliquant une visite dans un centre de soins ou l'emploi de produits contraceptifs représentent une plus grande proportion des méthodes utilisées dans les pays en développement que dans les pays développés. Toutefois, il convient de noter que dans de nombreux pays développés, les informations les plus récentes disponibles datent des années 70. Dans de nombreux pays européens, des méthodes contraceptives modernes ont progressivement remplacé les méthodes plus anciennes, en particulier le coït interrompu, quoique, dans une grande partie de l'Europe orientale et méridionale et dans les pays de l'ex-URSS, les méthodes traditionnelles demeurent prédominantes.

75. Des progrès rapides ont été enregistrés dans les efforts visant à élargir l'utilisation des contraceptifs dans les pays en développement. Les méthodes les plus largement disponibles étaient les préservatifs et la pilule, auxquels avaient facilement accès environ 70 % de la population des pays en développement en 1989. La stérilisation féminine et les dispositifs intra-utérins étaient disponibles pour 62 à 65 % de la population, et la stérilisation masculine pour 57 %. Selon les estimations, environ la moitié de la population avait accès à l'IVG dans de bonnes conditions de sécurité.

76. Malgré la diffusion rapide de la contraception, les naissances non désirées représentaient encore environ le quart de toutes les naissances au moment des enquêtes effectuées dans les pays en développement à la fin des années 80. Bien que les niveaux de fécondité aient baissé, le nombre souhaité d'enfants a quelquefois baissé encore plus vite. Dans 15 pays en développement dans lesquels les tendances peuvent être comparées, le pourcentage de femmes fertiles mariées qui ne voulaient plus avoir d'enfants a augmenté d'environ 10 % entre les enquêtes sur la fécondité mondiale réalisées au cours des années 70 et les enquêtes sur la démographie et la santé réalisées environ une décennie plus tard. Le nombre souhaité d'enfants a baissé d'environ 20 %.

2. Politiques

77. Trois ans après le début de la dernière décennie du XXe siècle, 45 % des pays du monde représentant 67 % de la population mondiale considèrent que leur taux de fécondité est trop élevé (voir tableau 11). Ce changement progressif d'opinion (40 % de tous les pays étaient de cet avis en 1986) est la poursuite d'une tendance à long terme qui a commencé au cours de la période 1976-1983, pendant laquelle le pourcentage a augmenté légèrement, passant de 35 à 37 %. Le pourcentage des pays qui jugent leur taux de fécondité trop faible est passé de

/...

13 % en 1983 à 12 % en 1993 tandis que celui des pays qui le jugent satisfaisant a baissé, passant de 45 à 44 % entre 1983 et 1993.

Tableau 11

Opinion des pays sur leur niveau de fécondité, 1976-1993

(En pourcentage)

Année	Trop faible	Satisfaisant	Trop élevé	Total	Nombre de pays
1976	11,5	53,2	35,3	100,0	156
1983	13,1	45,2	36,9	100,0	168
1986	14,1	50,0	40,0	100,0	170
1989	12,4	45,9	44,1	100,0	170
1993	11,6	43,7	44,7	100,0	190

Source : Banque de données sur les politiques en matière de population tenue par la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'ONU.

78. Les tendances en matière de politiques suivies pour influencer sur le niveau de fécondité sont étroitement fonction de l'opinion que se font les pays de leur niveau de fécondité. Le pourcentage de pays intervenant pour réduire la fécondité est passé de 26 à 41 % entre 1976 et 1993, tandis que le pourcentage de pays intervenant en vue d'accroître le taux de fécondité a légèrement augmenté au cours de la même période, passant de 9 à 12 %. Le pourcentage de pays adoptant une politique de non-intervention a chuté, passant de 51 à 33 %.

79. Toutefois, une telle analyse globale masque l'essentiel de la diversité qui apparaîtrait au contraire à un niveau de désagrégation plus poussé. Par exemple, en 1993, alors que 63 % des pays en développement jugeaient leur niveau de fécondité trop élevé, seul un pays développé était de cet avis. Un peu plus des deux tiers des pays développés (70 %) considéraient qu'ils avaient un niveau de fécondité satisfaisant. Les quelques pays en développement (7 %) qui jugeaient que leur taux de fécondité trop faible étaient pour la plupart des pays ayant une population relativement faible et une faible densité de la population.

80. De toutes les régions du monde, l'Afrique est celle qui a enregistré le plus grand nombre de changements de politiques nationales en matière de fécondité. Depuis 1991, huit pays africains (Congo, Éthiopie, Guinée, Mali, Malawi, Mozambique, République-Unie de Tanzanie et Sierra Leone) ont commencé à appliquer des politiques visant à réduire les taux de fécondité, ce qui a amené à 36, sur un total de 53, le nombre de pays d'Afrique appliquant ce type de politique.

81. Les politiques qui encouragent l'utilisation de méthodes modernes de contraception constituent un important facteur explicatif à la fois du

/...

comportement procréateur et de la santé maternelle et infantile. L'État peut concourir directement à la planification de la famille grâce à des structures gérées par des organismes publics tels que des hôpitaux, des dispensaires, des postes et centres sanitaires ainsi que des agents locaux de santé. En 1993, plus des trois quarts des pays (82 %) fournissaient un appui direct, tandis que 7 % offraient un appui indirect et 10 % n'offraient aucun appui à la planification de la famille. Deux pour cent des pays n'ont qu'un accès limité à la contraception. Cette évolution de la situation traduit une évolution considérable de l'appui des gouvernements à la contraception depuis la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population en 1974. À cette date, 55 % des pays étaient favorables à la contraception et lui apportaient une aide directe; 15 %, une aide indirecte, 22 % n'offraient aucun appui; dans 2 % des pays l'accès à la contraception était restreint. Malgré le développement de l'appui direct des gouvernements aux méthodes modernes de planification de la famille, on estime que l'offre ne parvient pas à satisfaire la demande. En 1990 par exemple, on pense que 300 millions de femmes dans les pays en développement n'avaient pas facilement accès à des moyens fiables et efficaces de contraception.

82. L'avortement constitue l'une des méthodes les plus anciennes et les plus largement utilisées pour limiter le nombre des naissances. Selon les estimations, entre 36 millions et 53 millions d'avortements provoqués sont pratiqués chaque année, dont 15 millions clandestinement. Selon une étude de l'ONU sur les politiques en matière d'avortement (Nations Unies, 1992a, 1993 et à paraître a), effectuée à partir des données disponibles pour 186 pays, presque tous les pays (92 %) autorisent l'avortement afin de sauver la vie de la femme. Le Chili et Malte font partie des pays où l'avortement est interdit quelles que soient les circonstances. Dans un certain nombre d'autres pays, la loi sur l'avortement interdit l'avortement en toutes circonstances, mais d'autres lois, décrets ou codes l'autorisent dans certaines circonstances. C'est notamment le cas des pays suivants : Égypte, République centrafricaine, République dominicaine et Philippines où des principes généraux du droit pénal autorisent l'avortement thérapeutique; Colombie, Maurice et Saint-Marin où une interprétation juridique autorise généralement l'avortement thérapeutique; Honduras, où le Code d'éthique médical autorise l'avortement thérapeutique; Népal, où les règles du Conseil médical autorisent ce type d'avortement. L'avortement visant à préserver la santé physique de la femme est autorisé dans 121 pays (65 %). Un plus petit nombre de pays, 98 (52 %), autorisent l'avortement pour préserver la santé mentale de la femme et 83 pays (45 %) l'autorisent lorsque la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste. Ce nombre tombe à 81 pays (44 %) lorsqu'il y a des risques d'anomalie foetale et à 55 pays (30 %) pour des raisons économiques ou sociales. Enfin, dans 41 pays (22 %) l'avortement est réalisé sur demande.

83. La distribution des 186 pays par niveau de développement fait ressortir d'importantes différences dans les politiques en matière d'avortement entre les pays développés et les pays en développement (voir figure VII). Par exemple, sur les 56 pays développés, 77 % autorisent l'avortement pour toutes les raisons indiquées, sauf "sur demande". Par contre, parmi les 130 pays en développement, le pourcentage de ceux qui autorisent l'avortement varie considérablement.

Alors que 92 % des pays en développement autorisent l'avortement thérapeutique, 9 % seulement l'autorisent pour des raisons économiques ou sociales et 6 % seulement "sur demande" contre 59 % des pays développés. Il ressort des informations reçues de 186 pays que les politiques en matière d'avortement sont beaucoup plus restrictives dans les pays en développement que dans les pays développés.

84. Selon les estimations de l'OMS, les avortements dangereux sont à l'origine du quart, voire du tiers, des décès liés à la maternité à l'échelon mondial et portent souvent durablement atteinte à la santé des femmes. Presque tous ces décès et effets néfastes pour la santé peuvent être prévenus. Il ressort d'études effectuées en milieu hospitalier dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine que le nombre des avortements dangereux augmente dans de nombreuses régions. Le traitement des complications de l'avortement prélève également une lourde ponction sur les ressources des hôpitaux, souvent au détriment des autres soins de maternité.

D. Distribution de la population

1. Tendances

85. Les nouvelles estimations révisées des Nations Unies indiquent qu'au milieu de l'année 1990, les habitants des zones urbaines représentaient 43 % (2,28 milliards) de la population mondiale – 34 % (1,4 milliard) de la population des régions moins développées et 73 % (0,9 milliard) de celle des régions plus développées (voir figure VIII).

86. L'indice d'urbanisation devrait atteindre 48 % (2,96 milliards) d'ici à l'an 2000. Les projections des Nations Unies indiquent en outre que d'ici à l'an 2025, cet indice dépassera 60 % et représentera 57 % de la population des régions moins développées et 84 % de la population des régions plus développées.

87. Les caractéristiques de l'urbanisation diffèrent grandement dans les régions plus développées et dans les régions moins développées. Ainsi, les régions moins développées connaissent une urbanisation rapide qui devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies, mais ce processus s'est ralenti dans les régions plus développées.

88. D'ici à 2015, l'indice d'urbanisation dans les régions les moins développées aura atteint la barre des 50 %; d'ici à l'an 2025, il aura atteint 57 % et la population urbaine comptera 4 milliards d'habitants.

89. Les 47 pays les moins avancés ont à la fois un indice d'urbanisation moins élevé et un taux d'accroissement de la population urbaine plus élevé que les régions moins développées dans leur ensemble. D'après les projections, l'indice d'urbanisation pour ces pays devrait atteindre 44 % d'ici à l'an 2025, soit plus du double de l'indice de 1990.

90. Le taux d'accroissement actuel de la population urbaine dans le monde pour la dernière période de cinq ans envisagée (1985-1990) est estimé à 2,7 % par an (3,8 % dans les régions moins développées et 1 % dans les régions plus développées). Ce taux devrait s'établir aux alentours de 2,5 % en l'an 2000

/...

avant de baisser pendant chacune des trois périodes de cinq ans suivantes et de passer sous la barre des 2 % pour la première fois pendant la période 2020-2025.

91. L'accroissement de la population rurale dans le monde se poursuit et devrait durer – tout en ralentissant – jusqu'en 2015, date à laquelle elle devrait commencer à baisser lentement. La population rurale passerait ainsi de 3 milliards en 1990 à 3,3 milliards en 2025 et son taux d'accroissement de 1,1 % pour la période 1985-1990 à -0,4 % en 2020-2025.

92. De grandes disparités existent entre les régions plus développées et les régions moins développées. Au cours des quatre dernières décennies, les taux d'accroissement de la population dans les zones rurales ont été négatifs dans les régions plus développées et cette baisse de la population rurale devrait s'accélérer au cours des décennies à venir et atteindre le taux annuel de 1,5 % en 2020-2025.

93. Dans les régions les moins développées, l'accroissement de la population rurale devrait se poursuivre jusqu'en 2015; néanmoins, le rythme a déjà commencé à baisser, ce taux d'accroissement, passé de 2,2 % en 1965-1970 à 1,2 % en 1985-1990, devant s'inscrire à -0,3 en 2020-2025.

94. Une proportion importante de la population urbaine du monde habite dans des grandes métropoles. En 1990, 36 % de la population urbaine mondiale habitait dans des villes d'au moins 1 million d'habitants et 15 % vivaient dans des villes d'au moins 5 millions d'habitants.

95. Tokyo, qui est la plus grande agglomération urbaine du monde depuis 1970, devrait le rester jusqu'en 2010. En 1990, les neuf autres villes les plus peuplées étaient Shanghai, Bombay et Séoul en Asie, Sao Paulo, Mexico, Buenos Aires et Rio de Janeiro en Amérique latine, et New York et Los Angeles en Amérique du Nord. La population de ces villes se situe entre 25 millions à Tokyo – de loin la plus peuplée – et 10 millions à Rio.

96. Le nombre de mégapoles – villes dont la population est de 10 millions d'habitants au moins – augmente rapidement, en particulier dans les régions moins développées. En l'an 2010, il devrait y avoir 26 mégapoles de ce type, dont 21 dans les régions les moins développées. Quatorze d'entre elles seront situées dans les régions moins développées d'Asie, cinq en Amérique latine et deux en Afrique.

97. Les agglomérations urbaines situées dans les régions moins développées ont des taux d'accroissement de la population bien supérieurs ainsi que des écarts beaucoup plus prononcés entre les taux enregistrés. Ainsi, dans les mégapoles d'Asie du Sud suivantes, ce taux est égal ou supérieur à 3,5 % et devrait demeurer aux alentours de 3 % ou plus jusqu'en l'an 2010 : Bombay, Delhi, Karachi, Dacca, Lahore, Hyderabad et Bangalore. D'autres mégapoles dont la croissance devrait rester forte sont Bangkok, Istanbul, Jakarta, Lagos, Manille et Téhéran.

98. Le semis urbain d'un pays donne une mesure approximative de son niveau de développement. On emploie le terme primauté pour désigner la situation d'une très grande ville dans laquelle est concentrée la population d'un pays.

/...

En 1990, sept des 26 agglomérations urbaines les plus peuplées comptaient plus de 30 % de la population urbaine du pays – Bangkok, Buenos Aires, Dacca, Le Caire, Lima, Manille et Séoul; toutes ces villes sont situées dans les régions moins développées.

99. Le débat sur la ville et l'urbanisation tourne le plus souvent autour de la très grande ville, mais la plupart des habitants de la planète – voire la plupart de ses citoyens – ne vivent pas dans les très grandes villes. En 1990, 64 % de tous les citoyens du monde vivaient dans des villes de moins d'un million d'habitants.

2. Politiques

100. En 1992, 50 seulement des 190 États Membres et observateurs de l'Organisation des Nations Unies (soit 26 %) étaient satisfaits de la distribution de leur population (voir tableau 12), tandis que 140 (soit 74 %) n'en étaient pas satisfaits. Ces chiffres représentent toutefois une amélioration par rapport à ceux de 1990, où 32 États Membres ou observateurs sur 169 (soit 19 %) étaient satisfaits, tandis que 137 (soit 81 %) souhaitaient des changements en la matière.

101. Les gouvernements des pays les plus développés considéraient le plus souvent que la distribution de la population était satisfaisante. Trente-neuf pour cent des pays plus développés se sont déclarés satisfaits, contre seulement 21 % des pays moins avancés (28 pays sur 134). Ce dernier chiffre représente toutefois une augmentation par rapport au chiffre de 1990 (14 %).

Tableau 12

Opinion des gouvernements quant à la distribution de la population,
par niveau de développement, en 1992

	Monde		Pays développés		Pays en développement	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Satisfaits	50	26	22	39	28	21
Souhaitent un changement mineur	65	34	27	48	38	28
Souhaitent un changement majeur	75	39	7	13	68	51
Total	190	100	56	100	134	100

102. La plupart des gouvernements qui ont déclaré souhaiter qu'un changement intervienne dans la distribution de la population souhaitaient que ce changement soit majeur. Soixante-quinze gouvernements sur 190 (soit 39 %) considéraient que leur pays avait besoin d'un changement majeur. Cela est particulièrement vrai dans les pays en développement : 68 pays en développement sur 134 (51 %) étaient d'avis que des changements majeurs de la distribution étaient nécessaires contre sept pays développés sur 56 (soit 13 %). Trente pays parmi les moins avancés sur 47 jugeaient nécessaires des changements majeurs et

/...

seulement cinq d'entre eux se déclaraient satisfaits de la distribution actuelle.

103. Vingt-sept pays développés sur 56 (soit 48 %) considéraient que la distribution de la population nécessitait des changements mineurs, contre 38 pays en développement sur 134 (28 %).

104. Les différences d'opinion des gouvernements selon les régions étaient fort prononcées (voir figure IX). Les gouvernements africains étaient les moins satisfaits de la distribution de la population : seulement 15 % la jugeaient satisfaisante et 66 % appelaient des changements majeurs. En Afrique septentrionale et occidentale, pas un seul gouvernement n'était pour le statu quo. Trente-cinq gouvernements africains sur 53 souhaitaient des changements majeurs.

105. Les gouvernements d'Amérique latine étaient eux aussi peu satisfaits de la distribution de la population. Si 27 % étaient satisfaits de la distribution actuelle, 48 % appelaient de leurs vœux des changements majeurs. En Asie, 39 % des gouvernements souhaitaient des changements majeurs, mais un grand nombre (45 %) étaient d'avis que des changements mineurs seraient suffisants. Six pays d'Asie sur 38 considéraient que la distribution actuelle de la population était satisfaisante.

106. Les gouvernements des pays développés étaient moins souvent mécontents de la distribution actuelle. Ainsi, en Europe, 44 % des gouvernements la jugeaient satisfaisante. Sur les 22 gouvernements qui souhaitaient des changements, seuls six souhaitaient des changements majeurs. Les deux gouvernements d'Amérique du Nord se déclaraient satisfaits. Par contre, le Japon n'était pas satisfait de la distribution actuelle de sa population et souhaitait des changements majeurs, en particulier en ce qui concerne la croissance jugée trop rapide de la zone métropolitaine de Tokyo.

107. S'agissant des politiques visant à influencer les migrations internes, 64 % des gouvernements ont pris des mesures ayant pour objet de ralentir ou de renverser la tendance actuelle, qui consiste généralement en un exode rural. Ces politiques sont suivies le plus souvent dans les pays en développement, où l'urbanisation continue de progresser rapidement.

E. Les migrations internationales

1. Les tendances

108. Durant les années 80, les tendances relevées dans le monde en matière de migrations ont profondément évolué. La section I ci-dessus consacrée aux réfugiés indiquait l'évolution des migrations involontaires. Dans la présente sous-section, on examine d'autres flux migratoires, en particulier ceux qui convergent vers certaines zones traditionnelles d'immigration en Asie et en Europe.

109. Dans les pays d'immigration traditionnels, un fait nouveau important a été l'accroissement de la proportion des immigrants originaires de pays asiatiques. Ainsi, au cours de la période 1985-1989, les Asiatiques ont représenté 41 % des

/...

immigrants admis en Australie, 44 % des immigrants admis par les Etats-Unis d'Amérique et 48 % des immigrants admis par le Canada. Les Européens, qui représentaient la majorité des immigrants en Australie et au Canada jusqu'en 1975, ont vu leur part baisser respectivement à 31 % et 24 % pour la période 1985-1989. Aux Etats-Unis, les immigrants asiatiques sont devenus plus nombreux que ceux originaires du continent américain.

110. Ces trois pays d'immigration ont vu le nombre total d'immigrants augmenter entre les deux périodes quinquennales 1980-1984 et 1985-1989. Au cours des années 80, l'Australie a admis 1,1 million d'immigrants, le Canada 1,3 million et les Etats-Unis près de 5,9 millions. En outre, en adoptant la loi de 1986 sur la réforme et le contrôle de l'immigration, les Etats-Unis ont régularisé la situation d'environ 2,5 millions de personnes au cours de la période 1989-1991. Les personnes originaires du continent américain représentaient quelque 90 % des immigrants dont la situation a été régularisée.

111. En Europe, les données disponibles sur les flux migratoires et sur le nombre d'étrangers présents dans différents pays indiquent que les principaux pays de destination dans la région ont connu un solde migratoire très faible, voire négatif, mais qu'il a augmenté rapidement dans la plupart des pays au cours de la deuxième partie de la décennie. Dans l'ex-République fédérale d'Allemagne, en particulier, ce solde est passé de 15 000 personnes seulement au cours de la période 1980-1984 à 1,9 million durant la période 1985-1989. Au cours des deux périodes, l'augmentation du nombre des citoyens allemands a représenté une part importante du solde migratoire total. En effet, entre 1980 et 1984, la République fédérale d'Allemagne a enregistré une perte nette d'étrangers, tandis que le mouvement des citoyens allemands s'est soldé par un gain de 161 000 personnes. Au cours de l'ensemble de la décennie, le solde migratoire de l'Allemagne a dépassé 1,1 million de citoyens. Cela a été possible grâce à une libéralisation du régime de l'émigration dans les pays d'Europe de l'Est et au fait que la loi allemande accorde la citoyenneté aux personnes de souche allemande vivant à l'étranger. Une évolution semblable se retrouve dans d'autres pays, mais le phénomène, en Allemagne, est exceptionnel par son ampleur : dans d'autres pays, le solde migratoire enregistré au cours des années 80 dans ces pays a été beaucoup moins important, s'élevant à 263 000 personnes aux Pays-Bas, 207 000 en Suisse et 146 000 en Suède. En outre, la Belgique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont enregistré un solde migratoire négatif au cours de la décennie (voir tableau 13).

112. Bien que l'évolution de la situation en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS au cours des années 80 ait effectivement contribué à accroître l'émigration à partir de cette région, celle-ci a concerné surtout les personnes d'origine juive, allemande, arménienne ou grecque qui avaient une mère patrie extérieure où ils pouvaient retourner ou bénéficiaient de l'appui de pays prêts à les accueillir, tels que la France ou les Etats-Unis d'Amérique. On estime que le nombre de personnes quittant l'ex-URSS pour s'installer à l'étranger est passé de 44 000 pour la période 1981-1986 à 308 000 pour la période 1987-1989. En 1990 seulement, 377 000 personnes ont quitté l'ex-URSS, dont 185 000 Juifs soviétiques qui se sont installés en Israël. En 1991, Israël a admis 150 000 immigrés en provenance de l'ex-URSS.

Tableau 13

Moyenne du solde migratoire des citoyens et étrangers dans six pays d'Europe
(en milliers de personnes) de la période 1970-1974 à la période 1985-1989

Pays d'accueil	Statut des migrants	Moyenne annuelle du nombre d'immigrants			
		1970-1974	1975-1979	1980-1984	1985-1989
Belgique	Citoyens	-3,7	-4,2	-10,7	-9,3
	Étrangers	20,7	9,5	-0,1	7,6
	Total	17,1	5,3	-10,8	-1,7
Ex-République fédérale d'Allemagne	Citoyens	9,2	38,7	32,2	193,1
	Étrangers	297,0	-32,4	-29,2	184,6
	Total	306,2	6,4	3,0	377,7
Pays-Bas	Citoyens	4,0	5,7	-5,2	0,7
	Étrangers	24,0	32,2	22,6	34,4
	Total	28,0	37,8	17,5	35,1
Royaume-Uni	Citoyens	-92,0	-61,4	-62,2	-23,0
	Étrangers	41,8	40,4	34,8	47,2
	Total	-50,2	-21,0	-27,4	24,2
Suède	Citoyens	-4,2	-1,5	-3,3	-2,9
	Étrangers	11,9	18,9	8,1	27,3
	Total	7,6	17,5	4,8	24,4
Suisse	Citoyens	..	..	3,0	7,8
	Étrangers	..	..	12,4	18,1
	Total	..	..	15,5	25,9

Sources : Belgique, Institut national de statistique, Annuaire statistique de la Belgique, différentes années (Bruxelles); République fédérale d'Allemagne, Statistisches Bundesamt, Statistisches Jahrbuch, différentes années (Wiesbaden); Pays-Bas, Centraal Bureau voor de Statistiek, Jaarstatistiek van de Bevolking, différentes années (La Haye); Suède, Statistiska Centralbyran, Statistical Abstract of Sweden, différentes années (Stockholm); Suisse, Bundesamt für Statistik, Statistisches Jahrbuch der Schweiz, différentes années (Berne); Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Central Statistical Office, Annual Abstract of Statistics, différentes années (Londres).

113. En Asie, les statistiques sur le nombre de travailleurs migrants inscrits, dans leur pays d'origine avant leur départ indiquent que ce nombre est stabilisé aux environs de 1,1 million par an au cours des années 80. Cependant, ces données ne représentent que les chiffres bruts, certaines personnes étant comptées plusieurs fois si leur contrat à l'étranger est de courte durée. L'Asie occidentale est restée la destination principale des travailleurs migrants asiatiques, mais sa part a baissé au cours des années 80 (voir figure X). Ainsi, la proportion des travailleurs se rendant dans d'autres régions est passée de 5 % pour la période 1980-1984 à 11 % pour la période

1985-1989. Les nouvelles destinations des travailleurs migrants asiatiques comprennent le Brunéi Darrussalam, Hong-kong, le Japon, la Malaisie, la République de Corée, Singapour et la province chinoise de Taiwan. Étant donné que nombre de ces nouveaux pays importateurs de main-d'oeuvre ont des législations qui n'autorisent pas l'admission de travailleurs étrangers non qualifiés, les migrations de travailleurs s'effectuent de plus en plus en marge de la loi. Le Japon, en particulier, est devenu un pôle d'attraction pour les émigrants en situation irrégulière. D'après les estimations, à mi-1991, il y avait 160 000 étrangers résidant illégalement dans ce pays. En outre, l'immigration légale vers le Japon a augmenté aussi à la fin des années 80 et au début des années 90, en particulier après qu'un amendement à la loi japonaise sur le contrôle de l'immigration a accordé le statut de résident de longue durée aux descendants de deuxième et troisième générations des émigrants japonais. En conséquence, la population brésilienne au Japon est passée de 15 000 en 1989 à plus de 56 000 en 1990, année où l'amendement est entré en vigueur, avant d'atteindre près de 120 000 en 1991. Cette année-là, la population étrangère totale enregistrée au Japon s'est élevée à 1 200 000 personnes, augmentation considérable par rapport aux 850 000 personnes enregistrées en 1985.

2. Politiques

114. Seuls quelques changements ont été signalés en matière de politiques de migration internationale depuis la précédente évaluation, publiée dans World Population Monitoring, 1991 (Nations Unies, 1992b), mais deux événements politiques ont eu des conséquences très importantes sur les mouvements migratoires récents dans le monde et les politiques migratoires nationales. Le premier est la crise du Golfe, qui a provoqué le départ soudain de quelque 2 millions de migrants d'Iraq, du Koweït, d'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe. Le deuxième est l'évolution politique rapide en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, qui a eu des conséquences économiques, politiques, et sociales spectaculaires dans les pays d'accueil et les pays d'origine.

115. Assez peu de changements ont été apportés aux politiques de l'immigration depuis 1989. La plupart sont intervenus au cours de la période 1986-1989, le pourcentage de pays ayant des politiques visant à réduire l'immigration passant de 19 à 32 %. Entre 1989 et 1993, ce pourcentage est passé de 32 à 35 %. En ce qui concerne les politiques d'immigration, la situation s'est en fait inversée au cours des dernières années : le pourcentage des pays s'efforçant de réduire l'émigration est passé de 25 à 20 % entre 1989 et 1993. D'après l'analyse déjà citée, malgré la préoccupation de plus en plus vive à l'égard de l'immigration et de ses conséquences, seul un peu plus d'un tiers des gouvernements veulent réduire l'immigration. Par ailleurs, on aboutit à la même conclusion en ventilant les données par niveau de développement. Ainsi, le pourcentage des pays développés qui cherchent à réduire l'immigration est de 39 %, contre 34 % pour les pays en développement. De même, au plan des politiques de l'émigration, la différence entre pays développés et pays en développement est minime, 20 % des pays développés étant dotés de politiques visant à réduire l'émigration contre 19 % des pays en développement.

116. Une analyse comparative des politiques de l'immigration et du pourcentage de la population qui est née à l'étranger ou de nationalité étrangère indique

/...

Tableau 14

Politiques des gouvernements en matière d'immigration,
par pourcentage d'habitants nés à l'étranger^a

(Nombre de pays)

	Politique relative à l'immigration			Total
	Visant à encourager l'immigration	Visant à maintenir l'immigration	Visant à réduire l'immigration	
Habitants nés à l'étranger (en pourcentage)				
Moins de 5 %	2	43	25	70
5 à 10 %	1	12	5	18
10,1 à 30 %	2	8	9	19
Plus de 30 %	1	7	8	16
Nombre de pays	6	70	47	123
Pourcentage moyen	14,2	8,5	13,5	10,7
Pourcentage médian	11,2	3,1	3,9	3,7

Sources : Annuaire démographique des Nations Unies, divers numéros, et Banque de données sur la politique démographique de la Division de la population du Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

^a Basé sur 123 pays développés et en développement pour lesquels le pourcentage de la population née à l'étranger ou de nationalité étrangère était disponible.

que si les politiques de l'immigration sont dans une certaine mesure influencées par ce pourcentage, elles ne sont pas simplement fonction de la proportion de la population étrangère (voir tableau 14). Le pourcentage médian des habitants nés à l'étranger dans les pays dotés de politiques visant à accroître l'immigration est de 11,2 %, tandis qu'il est de 3,1 % dans les pays qui souhaitent maintenir l'immigration ou n'interviennent pas en la matière et de 3,9 % dans les pays qui cherchent à la réduire. Cependant, ces données agrégées masquent dans une certaine mesure des disparités entre pays qui ont des politiques de l'immigration identiques. La ventilation des données par pays fait ressortir qu'une politique de l'immigration donnée peut comprendre des populations nées à l'étranger d'effectifs fort différents.

117. Au niveau régional, les politiques visant à réduire l'immigration sont plus répandues en Europe, où près des deux tiers des pays les appliquent. Dans les années 90, les politiques de l'immigration dans les pays d'accueil

/...

européens peuvent être considérées comme une réaction à deux phénomènes : les écarts socio-économiques entre pays développés et pays en développement et l'évolution politique et économique spectaculaire en Europe orientale et dans les nouveaux États indépendants de l'ex-URSS. Les politiques d'immigration européennes s'appuient sur trois éléments essentiels. Premièrement, des politiques visant à contenir l'afflux de demandeurs d'asile et d'immigrants en situation irrégulière provenant de pays en développement, d'Europe orientale et de l'ex-URSS. L'hostilité et la xénophobie de plus en plus vives à l'encontre des immigrants dans un certain nombre de pays d'accueil, ont provoqué un contingentement de l'immigration. En réponse à cette préoccupation, des réunions se sont tenues en 1991 et 1992 pour débattre de ce problème et proposer des solutions au problème de l'afflux d'immigrants effectif et attendu. Le deuxième élément a été, parallèlement à l'ouverture des frontières entre les États membres de la Communauté européenne, l'action menée par ceux-ci pour harmoniser leurs politiques en matière de migrations internationales et de réfugiés d'ici au 1er janvier 1993, date d'entrée en vigueur du Marché unique européen. Le troisième élément de la politique européenne de l'immigration est les efforts que les gouvernements des pays d'accueil ont continué de faire pour faciliter l'intégration des immigrants.

118. Étant donné le climat économique et politique actuel, toute libéralisation des politiques migratoires en Europe dans un proche avenir semble peu probable. L'effet conjugué d'un taux de chômage total qui a atteint 9,4 % en 1992 dans les 17 pays d'Europe occidentale et d'une opposition croissante à tout relâchement des contrôles de l'immigration se traduiront probablement par une limitation à l'avenir de l'immigration à des catégories de travailleurs hautement qualifiés pour lesquels il y aurait une grave pénurie.

119. Parmi les autres pays développés, le Canada et les États-Unis d'Amérique, deux pays d'accueil traditionnels, se sont déclarés satisfaits de leur niveau d'immigration, bien que le Canada cherche à accroître le niveau de l'immigration permanente, alors que les États-Unis ont l'intention de le maintenir à son niveau actuel. L'objectif de la loi des États-Unis sur l'immigration de 1990 est d'accroître la compétitivité économique du pays en admettant des immigrants ayant un niveau de qualification et d'éducation encore plus élevé tout en privilégiant le regroupement des familles.

120. La dissolution de l'ex-URSS a transformé les anciennes migrations internes en migrations internationales. Bien que l'afflux attendu d'immigrants originaires de l'ex-URSS ne se soit pas matérialisé, cette région, qui compte 285 millions d'habitants et quelque 130 groupes ethniques, demeure un pôle d'émigration important. Une nouvelle loi permettant à tout individu possédant un passeport d'émigrer, approuvée en principe en mai 1991, devait entrer en vigueur en janvier 1993. Cependant, le coût élevé du passeport – l'équivalent de trois mois de salaire moyen – est un obstacle financier pour une grande partie de la population.

121. En Afrique, seules la Guinée équatoriale et la Namibie cherchent à attirer des immigrants permanents. La majorité des gouvernements (24) indiquent qu'ils interviennent en matière d'immigration, 17 cherchant à abaisser le nombre des immigrants et 10 à le maintenir à son niveau actuel. En 1992, le Gouvernement namibien nouvellement indépendant a annoncé qu'il assouplissait les restrictions

en matière d'immigration afin d'encourager les étrangers, principalement les entrepreneurs d'origine asiatique, à immigrer et à investir dans le pays.

122. La majorité des pays d'Amérique latine, 21 sur 33, ont des politiques visant à maintenir le niveau de l'immigration ou n'interviennent pas en la matière. Un aspect intéressant des politiques migratoires dans cette région est le fait que trois pays (l'Argentine, le Guyana et l'Uruguay) indiquent qu'ils cherchent à élever le niveau de l'immigration permanente. À l'instar des vagues successives d'immigrants d'origine européenne vers l'Amérique du Sud, un certain nombre de pays de cette région étudient les moyens de faciliter l'immigration de travailleurs qualifiés originaires d'Europe orientale et de l'ex-URSS. Un plan élaboré à cette fin, annoncé par l'Argentine en février 1992, propose d'encourager l'émigration d'Europe orientale et centrale vers la Patagonie et d'autres régions sous-peuplées. Le plan du Gouvernement prévoit en outre l'admission de 100 000 immigrants originaires de l'ex-URSS, l'opération devant être financée en partie par la Communauté européenne.

123. La Bolivie, le Chili, le Paraguay et le Venezuela étudient aussi les moyens de promouvoir l'immigration. Le Gouvernement chilien étudie un plan visant à attirer des émigrants qualifiés d'Europe orientale. Au Venezuela, le Ministère de la planification organise l'embauche de 50 000 techniciens de pays d'Europe centrale et orientale pour les cinq prochaines années, sur la base de demandes détaillées formulées par des employeurs potentiels du secteur privé. Les immigrants choisis auront un emploi garanti, le voyage jusqu'au Venezuela leur sera payé et ils recevront une allocation pour aider à couvrir les dépenses d'installation et de formation.

124. En Asie, la situation en matière d'immigration est fort différente, car elle est a) organisée, b) encouragée par les pays d'origine qui bénéficient de rapatriements de salaires importants et c) marquée par l'incidence croissante des migrations illégales et de la proportion des jeunes femmes à la recherche d'un emploi. Les migrations sous contrat y ont beaucoup augmenté au cours de la décennie passée, des estimations indiquant que ce phénomène concerne 1 million de travailleurs en Asie et 3 millions dans la région du Golfe. Parmi les pays exportateurs de main-d'oeuvre – le Bangladesh, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, la Jordanie, la Malaisie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la République de Corée, la Thaïlande et le Yémen, la crise du Golfe a eu des conséquences graves au niveau national et au niveau des individus. Après l'invasion du Koweït, on estime à quelque 2 millions le nombre de migrants arabes et asiatiques qui ont dû quitter l'Arabie saoudite, l'Iraq, le Koweït et d'autres États du Golfe pour rejoindre leur pays d'origine. La perte enregistrée par les pays exportateurs de main-d'oeuvre par suite de la raréfaction des rapatriements de salaires est estimée à 750 millions de dollars, ce qui a suscité une pénurie de devises dans plusieurs pays, en particulier, le Bangladesh, le Pakistan, les Philippines et Sri Lanka.

125. S'agissant des politiques migratoires en Asie occidentale, les efforts visant à réduire la dépendance à l'égard des travailleurs étrangers déjà déployés dans nombre de pays exportateurs de main-d'oeuvre à la fin des années 80 se sont intensifiés à la suite de la guerre du Golfe. Le Gouvernement koweïtien, craignant d'être devenu trop dépendant à l'égard de la main-d'oeuvre étrangère (60 % de la population était composée d'étrangers en 1985), a commencé

/...

à encourager l'embauche de Koweïtiens dans le secteur privé en 1989. À la suite de la libération du pays, en 1991, d'anciens résidents non koweïtiens ont été autorisés à rester ou à rentrer dans leur pays, leur emploi étant soumis à des contrôles plus stricts. L'Oman, s'efforçant de promouvoir le recours aux Omanais et de réduire la proportion des expatriés, a adopté de nouvelles dispositions réglementaires en 1992, prévoyant des incitations sans précédent encourageant le secteur privé à former des Omanais, notamment l'introduction de subventions à hauteur de 50 à 80 % des salaires des stagiaires.

126. En Océanie, seule la Nouvelle-Zélande applique une politique visant à encourager l'immigration; un pays cherche à la décourager (les États fédérés de Micronésie); deux autres pays indiquent ne pas intervenir en la matière (les Îles Marshall et Vanuatu) et neuf autres cherchent à maintenir le niveau actuel de l'immigration.

III. POPULATION ET ENVIRONNEMENT : TERRES, FORÊTS ET EAU

127. Les raisons de réduire les taux d'accroissement de la population, qui tournaient principalement autour de l'idée que des taux élevés sont un frein au développement socio-économique, se sont multipliées autour d'un deuxième principe : la nécessité de préserver l'environnement planétaire. On considère de plus en plus que les facteurs démographiques font partie des multiples forces qui influent sur la base de ressources écologiques dont dépend, en dernière analyse, le développement durable.

128. Dans les pays développés, une grande partie des contraintes s'exerçant sur l'environnement, sinon la totalité, est causée par la technologie et les schémas de production et de consommation, ce qui fait que le lien avec les facteurs démographiques est extrêmement ténu. Dans les pays en développement, par contre, la croissance rapide de la population au cours des dernières décennies a poussé à intensifier l'exploitation des ressources naturelles renouvelables – terres cultivables, forêts et eau – souvent au-delà de leur reconstituabilité. On observe de plus en plus fréquemment que les pressions démographiques jouent un rôle dans nombre de phénomènes : extension des surfaces cultivées; affectation des meilleures terres arables à des utilisations non agricoles, du fait de l'urbanisation; morcellement des propriétés terriennes; déboisement des zones forestières par les migrants; intensification de l'exploitation agricole selon des modalités préjudiciables à la qualité des sols; conflits portant sur les terres.

129. Pendant la période des années 1977-1979 à 1987-1989, en dépit des facteurs qui jouaient fortement dans le sens d'une réduction des terres cultivées – développement des utilisations non agricoles et pertes énormes en terres arables dues à l'érosion – les surfaces cultivées ont augmenté de 0,8 % en Asie, 4,4 % en Afrique et 10,9 % en Amérique du Sud. Étant donné que ce sont les meilleures terres qui sont généralement exploitées en priorité, l'extensification des cultures fait que de plus en plus on exploite des terres de faible rendement : forêts tropicales de faible altitude, terrains en forte pente et terres semi-arides. Bien que relativement abondantes en Amérique latine, en Afrique et dans certaines régions d'Asie méridionale, les terres qui pourraient être rendues cultivables ont généralement un sol très pauvre, ou sont situées dans des zones où les conditions hydrologiques sont extrêmement

défavorables, ou bien encore présentent des dangers exceptionnels sur le plan sanitaire.

130. Malgré l'extensification, le problème des inégalités dans la répartition des terres continue de se poser un peu partout dans le monde. Les paysans sans terre sont nombreux : la proportion des ménages d'exploitants agricoles qui ne possèdent pas de terre est estimée à 17 % en Amérique latine, 11 % au Moyen-Orient, 15 % en Asie méridionale et 6,5 % en Afrique. Plus grave encore, les petits propriétaires dont le terrain est trop exigü pour assurer leur subsistance représentent environ 60 % des ménages agricoles de l'ensemble des pays en développement. Ce pourcentage élevé tient à l'accroissement rapide de la population dans les pays où le droit successoral prévoit le partage des terres entre les héritiers – ce qui est le cas de la plupart des pays en développement, d'où le morcellement des propriétés agricoles. Ce morcellement, conséquence de l'accroissement de la population de la plupart des pays en développement, est un phénomène qui a été mis en évidence au Bangladesh, au Burundi, au Guatemala, en Haïti, au Honduras, en Inde, au Malawi, au Népal, au Rwanda et dans le sud-est du Nigéria. Dans la mesure où l'application de techniques agricoles intensives et écologiquement rationnelles (cultures intercalaires, par exemple) ne suit pas, les agriculteurs dont les parcelles sont trop petites sont obligés de les exploiter à outrance, notamment en abrégant le temps de jachère ou en abattant leurs derniers arbres, ou bien de migrer et de se livrer à des pratiques nuisibles pour l'environnement en étendant les cultures à des terres de faible rendement dont le sol et le climat se prêtent mal aux récoltes annuelles.

131. L'accroissement de la population a également remis en cause les pratiques agricoles traditionnelles. Dans certaines régions d'Afrique subsaharienne, par exemple, le contexte agro-écologique et la faible densité de population assuraient autrefois la viabilité des cultures itinérantes et de la transhumance, dans le cadre des coutumes qui régissaient la propriété commune des terres et l'affectation des droits d'exploitation aux membres de la communauté. Or, ces dernières décennies, la possibilité de se déplacer d'un terrain à l'autre dans les limites des terres de la communauté, qui était la clef de voûte de ce système, a été soumise à des contraintes démographiques qui ont entraîné une pénurie foncière et causé des conflits.

132. On fait grand cas de l'influence de la croissance de la population sur la déforestation, particulièrement celle des forêts tropicales humides qui couvrent plus d'un milliard et demi d'hectares et qui sont les écosystèmes les plus riches en termes de biomasse et de biodiversité que l'on puisse trouver sur la surface émergée du globe. Environ les deux tiers des forêts tropicales se situent en Amérique latine, le restant étant réparti entre l'Afrique et l'Asie. On estime qu'à la fin des années 80, 17 à 20 millions d'hectares étaient déboisés tous les ans, soit environ 0,9 % de la surface des forêts tropicales humides. Bien que l'on pense généralement que la destruction de ces forêts est due principalement au besoin de terre d'agriculteurs sans terre et de petits exploitants de plus en plus nombreux, les premières causes en sont l'exploitation commerciale des forêts, en Afrique et en Asie du Sud-Est, et l'élevage extensif des bovins, en Amérique latine. Ces activités ne se bornent pas à porter directement atteinte à la forêt : c'est aussi grâce à elles que les agriculteurs sans terre, les chômeurs et les petits exploitants peuvent

/...

s'y installer. Normalement, les forêts tropicales sont quasiment impénétrables; mais les routes d'accès percées pour les besoins de l'élevage et de l'abattage ont rendu accessibles de grandes étendues de forêt tropicale où il était impossible auparavant de venir s'approprier un terrain.

133. L'abattage des arbres pour en faire du bois de chauffe est une des grandes causes de destruction des forêts tropicales sèches et des zones boisées situées à proximité de secteurs à forte concentration humaine, en Afrique et en Asie méridionale. Ceux qui manquent de bois de chauffe sont surtout les ruraux pauvres qui vivent dans des régions faiblement arrosées, aux sols pauvres, broussailleuses ou semi-désertiques d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Environ 1,3 milliard d'individus vivent dans des régions où l'on consomme plus de bois qu'il n'en peut repousser : 70 millions en Afrique du Nord et en Asie occidentale; 145 millions dans les régions sèches d'Amérique latine; 130 millions en Afrique subsaharienne, surtout dans les savanes de l'ouest, du centre et du sud-est du continent; 710 millions dans les campagnes et les petites villes d'Asie, principalement dans les bassins de l'Indus et du Gange et en Asie du Sud-Est. La croissance rapide de la population est certes un facteur d'augmentation de la demande de bois de chauffe, mais la consommation de ce bois dépend fortement du revenu : elle varie en fonction inverse du revenu des ménages et de la taille des agglomérations, ce qui laisse supposer que la poursuite de l'urbanisation et de la progression des revenus atténuera l'agression qu'elle fait subir aux forêts. Dans nombre de pays, cependant, la situation risque de se dégrader à court et moyen terme, les citadins se servant de plus en plus de charbon de bois.

134. Bien que la consommation mondiale annuelle d'eau représente environ 10 % du stock renouvelable total, les ressources en eau sont déjà insuffisantes dans de nombreuses régions du monde. Quelque 80 pays, qui regroupent 40 % de la population mondiale, souffrent de graves pénuries d'eau. L'essentiel de la consommation – environ 70 % – sert à l'irrigation. On prévoit que cette consommation continuera d'augmenter pendant une bonne partie du siècle prochain, la raison principale en étant que l'irrigation va continuer de se développer dans beaucoup de régions. En l'an 2000, d'après les prévisions des hydrologues, il pourrait falloir pratiquement toute la réserve utilisable d'eau douce d'Afrique du Nord et d'Asie occidentale pour faire face à la demande.

Notes

¹ Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992, vol. I, Résolutions adoptées par la Conférence (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8), résolution I, annexe II.

² Dont la stérilisation masculine et féminine, les dispositifs intra-utérins, la pilule, les contraceptifs hormonaux injectables et intracorporels, les préservatifs et les dispositifs extra-utérins à barrière mécanique (diaphragmes, capsules cervicales, et mousses, crèmes et éponges spermicides.